

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2023.

Art. 5. De Minister bevoegd voor economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 april 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45388]

1^{er} JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la convention de stage, à la convention de stage de pratique professionnelle, à l'agrément des entreprises, au stage découverte métiers et au stage d'observation obligatoire dans la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 20 février 1995 relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, et de son décret d'assentiment du 4 mai 1995, l'article 8, § 2 ;

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, l'article 5, § 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 novembre 2022 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'IFAPME du 22 novembre 2022 ;

Vu le rapport du 10 novembre 2022, établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 73.104/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 avril 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis n°1516 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 19 décembre 2022 ;

Considérant la nécessité d'actualiser le cadre légal pour assurer une cohérence optimale entre la finalité professionnelle des formations organisées et des référentiels de formation agréés sur la base des besoins de compétences attendues sur le marché du travail, avec les objectifs de création ou de reprise d'activité ou d'entreprise et les différentes formes de stages mis en œuvre à l'IFAPME ;

Sur proposition du Ministre de l'IFAPME ;

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o la convention de stage : la convention visée au titre 2 qui peut être conclue par tout apprenant de la filière de formation de chef d'entreprise ;

2^o la filière de formation de chef d'entreprise : la filière de formation, telle que définie à l'article 6 de l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, comprenant notamment la formation de chef d'entreprise, la formation de coordination et d'encadrement et la formation de professionnels qualifiés ;

3^o la formation de chef d'entreprise : la filière de formation visée à l'article 2, 5^o, du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises ;

4^o la formation de coordination et d'encadrement : la formation visée à l'article 2, 6^o, du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises ;

5^o la formation de professionnels qualifiés : la formation permettant à un apprenant d'acquérir, en centre de formation ou en entreprise, des compétences et des aptitudes approfondies nécessaires à l'exercice du métier ;

6^o le centre de formation : l'association visée à l'article 2, 12^o, du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

7° l'entreprise : toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, établie en Belgique ou dans un Etat membre de l'Union européenne, qui accueille un stagiaire sous convention de stage, telle que visée au titre 2 ou un stagiaire en stage de pratique professionnelle, tel que visé au titre 4 ;

8° l'Institut : l'Institut créé en vertu du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises ;

9° le stagiaire : la personne qui conclut une convention de stage, telle que visée au titre 2 et à laquelle s'applique les dispositions des titres 2, 3 et 5 ou la personne qui conclut une convention de stage de pratique professionnelle, telle que visée au titre 4 et à laquelle s'appliquent les dispositions des titres 3, 4 et 5 ;

10° le Référent IFAPME : le collaborateur de l'IFAPME qui est chargé d'accueillir, informer, accompagner et encadrer l'apprenant tout au long de son parcours de formation. Le Référent IFAPME est le garant de la qualité de la formation en alternance et assure l'articulation et l'intermédiation entre le centre de formation, l'entreprise et l'apprenant. Le Référent IFAPME contribue à ce que les apprenants atteignent le niveau de qualification professionnelle et la certification ciblés afin de favoriser leur insertion socioprofessionnelle ou la mise en œuvre de leur projet entrepreneurial. Il est également chargé d'informer, accompagner et de soutenir les entreprises partenaires de la formation et, en particulier, les tuteurs ;

11° le plan de formation : le document établi par l'Institut reprenant le parcours de formation du stagiaire et les compétences à acquérir dans le cadre de la formation en entreprise et de la formation organisée en centre de formation et tenant compte du projet professionnel du stagiaire ;

12° la capacité formative de l'entreprise : le nombre de places de stage d'une entreprise, déterminé par le nombre de travailleurs, le nombre de tuteurs, l'infrastructure et tout autre critère pertinent, déterminé par l'Institut, de nature à garantir que la formation peut être assurée selon les conditions établies pour celle-ci ;

13° le tuteur : la personne responsable, au sein de l'entreprise, de la formation et de l'accompagnement d'un stagiaire, qui répond aux conditions visées à l'article 45 du présent arrêté ;

14° la mobilité extérieure : toute activité de formation ou de pratique professionnelle réalisée dans le cadre d'un programme européen ou international d'échanges et effectuée par le stagiaire chez un opérateur de formation partenaire ou dans une entreprise d'accueil localisée en dehors du territoire belge ;

15° le RMMM : le revenu minimum mensuel moyen garanti, visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen ;

16° l'année préparatoire : année de formation qui vise à donner à l'apprenant les connaissances professionnelles nécessaires pour pouvoir suivre ultérieurement les cours de formation de chef d'entreprise ;

17° le motif grave : toute faute grave qui rend immédiatement et définitivement impossible la poursuite de l'exécution de la convention de stage entre le stagiaire et l'entreprise ;

18° le stage de pratique professionnelle : le stage organisé par l'Institut, selon les dispositions reprises au titre 4, pour les apprenants inscrits dans une formation de la filière de formation de chef d'entreprise, qui permet l'accomplissement d'un stage en milieu professionnel en vue d'acquérir l'expérience pratique requise figurant dans le programme ou référentiel de formation ;

19° l'apprenant : la personne physique inscrite à une formation de la filière de formation de chef d'entreprise ;

20° le stage découverte métiers : le stage qui, selon les dispositions reprises au titre 6, vise à permettre à toute personne dès quinze ans, de découvrir un ou plusieurs métiers afin de confirmer son choix d'orientation métier ou son choix d'une formation en alternance et de trouver une entreprise formatrice ;

21° jours ouvrables : tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

TITRE 2. — *Convention de stage*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 3. La convention de stage peut être conclue dans le cadre de toutes les professions pour lesquelles une formation relevant de la filière de formation de chef d'entreprise est organisée par un centre de formation. L'exécution de la formation en entreprise peut être organisée à l'étranger, selon les conditions et les modalités déterminées par l'Institut.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans le cas où les cours ne sont pas organisés par un centre de formation, une convention de stage peut être conclue, avec l'accord préalable de l'Institut, pour autant qu'un programme de formation ou un référentiel de formation existe. Dans ce cas, l'ensemble des compétences professionnelles sont acquises en entreprise. Les conditions et les modalités d'exécution du présent alinéa sont fixées par l'Institut.

Art. 4. Eu égard aux possibilités de formations particulières à certaines professions ou à certains projets déterminés par l'Institut, une formation complémentaire portant sur des points spécifiques du programme de formation ou du référentiel de formation peut être dispensée au stagiaire, selon les conditions et les modalités déterminées par l'Institut, soit dans une autre unité d'établissement de l'entreprise, soit par une autre entreprise, soit dans les centres de formation sous la forme de cours complémentaires de pratique professionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si aucun centre de formation ne peut répondre aux conditions et modalités d'organisation déterminées par l'Institut, la formation complémentaire peut être dispensée dans un autre organisme de formation que celui défini à l'article 2, 6°, ou dans un établissement d'enseignement pour autant qu'une convention de partenariat ou de coopération publique soit préalablement établie ou validée par l'Institut.

Art. 5. L'entreprise est agréée en tant qu'entreprise de formation pour la profession ou les parties de la profession faisant l'objet de la convention de stage, conformément aux modalités d'agrément prévues au titre 5.

Si l'entreprise est une personne morale, la convention de stage est conclue au nom de celle-ci par la personne physique chargée de la gestion effective de l'entreprise ou mandatée pour engager celle-ci.

Art. 6. Le stagiaire répond aux conditions suivantes :

1° satisfaire aux conditions d'accès d'une formation relevant de la filière de formation de chef d'entreprise, conformément à toute disposition législative ou réglementaire ou, à défaut, conformément à l'article 44 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

2° s'inscrire aux cours dispensés dans le cadre d'une formation relevant de la filière de formation de chef d'entreprise, dans le cadre de la profession faisant l'objet de la convention ;

3° ne pas avoir été exclu du bénéfice de la conclusion d'une convention de stage, en application de l'article 26, dans un délai de cinq ans précédant la date prévue de conclusion de la convention.

Art. 7. La convention de stage est conforme à la convention-type élaborée par l'Institut.

Elle peut être conclue toute l'année, selon les conditions et les modalités fixées par l'Institut.

Préalablement au début de l'exécution de la formation dans l'entreprise, les parties signent une convention de stage.

À défaut de la conclusion d'une convention de stage préalablement au début de la formation en entreprise, les parties signent le formulaire-type prévu à cet effet et envoient celui-ci à l'Institut, selon les conditions et les modalités déterminées par ce dernier.

Art. 8. À défaut d'une inscription au centre de formation dans la période probatoire d'inscription, la personne qui désire s'inscrire aux cours de la filière de formation de chef d'entreprise peut conclure une convention de stage au plus tôt six mois avant la période d'inscription de l'année de formation suivante et s'inscrit à cette année de formation dès l'ouverture des inscriptions.

Art. 9. § 1^{er}. La durée de la convention de stage est égale à la durée du plan de formation élaboré par l'Institut. En cas de rupture de la convention de stage, la durée d'une convention ultérieure est égale à tout ou partie de la durée du solde du plan de formation correspondant aux compétences restant à acquérir.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans certaines situations, selon les conditions et les modalités fixées par l'Institut, le terme de la convention peut être fixé, par avenant, sur proposition du Référent IFAPME, à une autre date que celle fixée initialement.

§ 2. La durée de la convention de stage peut être prolongée selon les conditions et les modalités fixées par l'Institut :

1° en cas d'échec aux évaluations en cours et en fin de formation ;

2° en cas de suspension de l'exécution de la convention.

Art. 10. La convention de stage comporte une période d'essai d'un mois de prestations effectives.

Art. 11. Le dossier et l'exécution de la convention de stage sont soumis au contrôle de l'Institut.

En vue du contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, le Référent IFAPME établit un dossier annexé à la convention de stage qui permet de vérifier que :

1° la convention de stage est conforme à la convention-type visée à l'article 7;

2° l'entreprise est agréée pour la profession faisant l'objet de la convention de stage;

3° le stagiaire satisfait aux conditions visées à l'article 6 ;

4° la durée de la convention de stage correspond à celle indiquée dans le plan de formation ou à la durée fixée conformément à l'article 9 ;

5° le stagiaire a été inscrit dans la liste des travailleurs, communiquée au Service médical de l'entreprise ou interentreprises;

6° l'entreprise dispose de la capacité formative pour accueillir le stagiaire.

Art. 12. Les parties contractantes soumettent immédiatement au Référent IFAPME toute difficulté née à l'occasion de l'exécution de la convention de stage.

Le Référent IFAPME joue le rôle de médiateur en cas de désaccord entre les parties. S'il n'aboutit pas à un accord ou si les parties ou l'une d'elles refuse de donner suite à la médiation, le Référent IFAPME transmet à l'Institut un rapport, le cas échéant, accompagné du procès-verbal d'audition des parties, actant soit les difficultés rencontrées, soit les manquements éventuels de l'une ou des deux parties. L'Institut, sur la base du rapport transmis, peut décider d'une ou plusieurs des mesures visées aux articles 26, 27 et 47, et en informe le centre de formation.

Art. 13. Les actions naissant de la convention de stage sont prescrites un an après la cessation de celle-ci ou cinq ans après le fait qui a donné naissance à l'action, sans que ce dernier délai puisse excéder un an après la fin de la convention de stage.

CHAPITRE 2. — Obligations de l'entreprise, du stagiaire et de l'Institut

Section 1. — Obligations des parties

Art. 14. Les parties se doivent respect et égard mutuels. Pendant l'exécution de la convention de stage, elles assurent et observent le respect des convenances et des bonnes mœurs.

Section 2. — Obligations de l'entreprise

Art. 15. L'entreprise :

1° prend contact, par écrit, avant le début de l'exécution de la convention de stage, avec le Référent IFAPME en vue de la signature de la convention de stage;

2° fait une déclaration DIMONA à l'Office national de la Sécurité sociale pour toute entreprise établie en Belgique ou respecte les obligations prescrites à cet égard par la législation de son état d'établissement pour toute entreprise établie dans un Etat membre de l'Union européenne, lorsque l'entreprise est soumise à cette obligation ;

3° veille à ce que la formation déterminée par le plan de formation ou la partie du plan de formation qui lui incombe soit donnée au stagiaire en vue de le préparer aux évaluations et aux examens ainsi qu'à l'exercice du métier auquel il se destine, en mettant à sa disposition à tout le moins l'aide, les conseils, l'outillage, les matières premières nécessaires à cet apprentissage ;

4° consacre l'attention et les soins nécessaires à l'intégration du stagiaire dans son milieu professionnel et lui remet le règlement de travail lors de la signature de la convention de stage ;

5° informe le Référent IFAPME du nom et de la qualité du tuteur qui assurera le suivi du stagiaire tout au long de son parcours de formation en alternance ;

6° assiste à des séances de tutorat, d'initiative ou sur proposition du Référent IFAPME, selon les conditions fixées à l'article 45, § 2, du présent arrêté ;

7° désigne une personne chargée de l'accompagnement du stagiaire si le tuteur effectif est absent pour une période inférieure à un mois, sans préjudice des dispositions à prendre par l'entreprise pour remplacer le tuteur effectif en cas d'absence de longue durée ou de changement de tuteur ;

8° veille à l'accompagnement du stagiaire sur le lieu de travail en toute circonstance ;

9° n'astreint pas le stagiaire à des tâches :

a) étrangères à la formation à laquelle ce dernier s'est inscrit à l'IFAPME et au plan de formation ;

b) dépourvues de tout caractère formatif ;

c) présentant des dangers pour la santé ou la sécurité du stagiaire ;

d) interdites en vertu des dispositions légales ou réglementaires relatives au travail ;

10° tient le Référent IFAPME au courant du déroulement de la formation dans l'entreprise, lors de chacune des visites de ce dernier en entreprise ;

11° autorise le Référent IFAPME et toute autre personne désignée par l'Institut à effectuer des visites de tutelle et à vérifier, sur les lieux d'exécution de la convention de stage, si l'entreprise respecte les obligations auxquelles elle a souscrit ;

12° fournit au Référent IFAPME un rapport de suivi de la formation dans l'entreprise, une fois par an, selon les conditions et les modalités fixées par l'Institut, et reste en contact régulier avec le Référent IFAPME ;

13° veille, en collaboration avec le Référent IFAPME, à ce que le stagiaire :

a) fréquente assidûment les cours dans un centre de formation, ainsi que toute activité assimilée par l'Institut à un cours dans un centre de formation, ce qui implique l'obligation pour l'entreprise de dispenser le stagiaire de prestations en entreprise durant ces heures de cours et toute la journée si les cours excèdent la demi-journée ;

b) participe aux évaluations et aux examens, ce qui implique l'obligation pour l'entreprise de libérer le stagiaire au plus tard à seize heures la veille du jour au cours duquel ces évaluations et ces examens ont lieu ainsi que les jours au cours desquels ces évaluations et ces examens ont lieu ;

14° permet au stagiaire de prendre contact avec le Référent IFAPME et se rend au rendez-vous fixé par celui-ci pendant les heures de formation dans l'entreprise ;

15° veille à l'application de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, du Code sur le bien-être au travail, du Règlement général de protection du travail et de leurs arrêtés d'exécution ainsi que des conventions collectives de travail applicables à l'entreprise ou respecte les obligations prescrites à cet égard par la législation de son unité d'établissement :

a) en respectant les prescriptions y figurant, lorsque les tâches confiées au stagiaire comportent des risques concernant sa sécurité et sa santé ;

b) en prévoyant les mesures de prévention nécessaires et adéquates, en ce qui concerne l'organisation, les équipements mis à la disposition du stagiaire ainsi que les vêtements et les équipements de protection individuels et collectifs imposés ;

c) en prenant les précautions nécessaires pour protéger le stagiaire des dangers éventuels liés à sa formation et, pour cela, en l'informant des dangers et des mesures de sécurité à respecter et en lui délivrant, s'il existe, un descriptif de ces dangers et de ces mesures ;

d) en inscrivant le stagiaire, dès le début de l'exécution de la convention de stage, dans la liste des travailleurs communiquée au Service médical de l'entreprise ou interentreprises ;

e) en veillant à ce que le stagiaire soit soumis aux évaluations de santé requises ;

16° apporte les soins d'une personne prudente et raisonnable à la conservation des effets personnels que le stagiaire met en dépôt, sur lesquels l'entreprise n'a pas de droit de rétention ;

17° se conforme à l'horaire de travail prévu au règlement de travail sans dépasser la limite maximale fixée par la convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire compétente ou, à défaut d'une telle convention, la limite maximale fixée par la législation du travail de son état d'établissement, y compris, dans chaque cas, le temps consacré à la fréquentation des cours par le stagiaire ;

18° occupe le stagiaire dans l'entreprise un minimum de vingt-sept heures par semaine, en moyenne, sur l'ensemble de l'année, y compris les heures consacrées par le stagiaire à la fréquentation des cours, sans préjudice de la législation fédérale en matière de vacances annuelles ;

19° accorde au stagiaire, en sus des jours fériés légaux, des congés non payés ou complète les congés légaux par des congés non payés à prendre comme congés légaux lorsque le stagiaire n'a pas droit à des jours de vacances ou a droit à un nombre de jours inférieur à la durée maximale légale, afin que le stagiaire puisse disposer, pour chaque année de formation, d'un total de vingt à vingt-quatre jours de congé, assimilés, pour le calcul des heures hebdomadaires de formation, à des journées de formation en entreprise, selon que l'exécution de la convention se déroule sur cinq ou six jours de présence par semaine dans l'entreprise ;

20° paye au stagiaire l'allocation de stage mensuelle minimale visée à l'article 16 ;

21° intervient dans les frais de déplacement du stagiaire conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière ;

22° contracte une assurance contre les accidents qui peuvent survenir au stagiaire au cours et par le fait de l'exécution de la convention de stage :

a) pendant les heures de formation tant en entreprise qu'au centre de formation, durant lesquelles le stagiaire suit les cours prévus dans la convention de stage et participe aux évaluations et aux examens ;

b) pendant les trajets normaux effectués pour se rendre de son domicile à l'entreprise ou à tout autre lieu où se déroulent les activités de l'entreprise ou au centre de formation et inversement, ainsi que de l'entreprise ou du lieu où se déroulent les activités de l'entreprise au centre de formation et inversement ;

23° conclut un contrat d'assurance en responsabilité civile auprès d'une société d'assurance agréée, la police d'assurance couvrant les dommages causés par le stagiaire à des tiers ;

24° contribue aux évaluations pratiques, selon les conditions et les modalités fixées par l'Institut ;

25° avertit immédiatement le Référent IFAPME des absences injustifiées et de tout accident de travail du stagiaire ;

26° respecte la procédure prévue à l'article 12 lors de toute difficulté née à l'occasion de l'exécution de la convention de stage ;

27° accepte le principe de la mobilité extérieure ;

28° respecte les obligations sociales et administratives liées à l'exécution de la convention de stage ;

29° veille au respect de la protection des données à caractère personnel et confidentielles.

Au 7°, le tuteur remplaçant répond au profil et aux conditions exigés pour le tuteur effectif, tels que prévus au titre 5.

Art. 16. § 1^{er}. Conformément à la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs ou la législation équivalente de l'unité d'établissement de l'entreprise, l'allocation due au stagiaire est considérée comme étant une rémunération.

Elle est due tant pour les prestations que le stagiaire fournit dans l'entreprise que pour les cours qu'il suit et les évaluations et les examens qu'il présente en exécution de la convention de stage.

Le montant de l'allocation est calculé sur la base du revenu minimum mensuel moyen garanti et suit les indexations de celui-ci, en tenant compte des compétences acquises par le stagiaire, qui sont déterminées dans le plan de formation.

L'allocation mensuelle comprend les avantages en nature accordés par l'entreprise par la réglementation relative à la sécurité sociale des travailleurs.

§ 2. L'allocation mensuelle minimale visée à l'article 15, 20°, s'élève à :

1° pour le stagiaire qualifié :

a) première année : un montant correspondant à 46,46% du RMMM ;

b) deuxième année et suivantes : un montant correspondant à 54,91% du RMMM ;

2° pour le stagiaire non qualifié :

a) première année : 32% du RMMM ;

b) deuxième année : un montant correspondant à 46,46% du RMMM ;

c) troisième année : un montant correspondant à 54,91% du RMMM.

Pour l'application du 1°, l'on entend par stagiaire qualifié, le stagiaire qui, dans la profession faisant l'objet d'une convention de stage, est titulaire, soit :

a) d'un certificat d'apprentissage,

b) d'un certificat de qualification de quatrième technique ou de sixième professionnelle,

c) d'un titre reconnu comme équivalent, conformément à toute disposition législative ou réglementaire.

Pour l'application du 2°, l'on entend par stagiaire non qualifié, le stagiaire inscrit en année préparatoire ou en première année de formation de chef d'entreprise et qui n'est pas titulaire d'un des titres repris à l'alinéa précédent.

Pour les formations dont le plan de formation a une durée d'un an, le barème appliqué est déterminé en référence au parcours de formation visé et selon les barèmes visés à l'alinéa 1.

Si la Commission paritaire compétente a fixé des montants d'allocations supérieurs, l'entreprise est tenue d'octroyer ces montants au stagiaire.

§ 3. Pour les formations qui débutent au deuxième semestre de l'année civile, la progression de l'allocation mensuelle minimale prend cours soit le 1^{er} août précédant l'entrée dans l'année supérieure, soit, en cas de deuxième session, le 1^{er} octobre précédant l'entrée dans l'année supérieure.

Pour les formations qui débutent au premier semestre de l'année civile, la progression de l'allocation mensuelle minimale est déterminée selon les conditions et les modalités déterminées par l'Institut.

En cas de prolongation de la convention, la progression de l'allocation de stage est différée, selon les conditions et les modalités fixées par l'Institut.

§ 4. Le montant indexé de l'allocation mensuelle minimale, visé au § 2, 2°, a), ne peut pas excéder le montant au-delà duquel le stagiaire cesse de bénéficier des allocations familiales.

§ 5. L'Institut informe par écrit les parties de toute majoration ou indexation du montant de l'allocation mensuelle visée aux paragraphes 2, 3 et 4.

Section 3. — Obligations du stagiaire

Art. 17. Le stagiaire :

1° exécute les tâches et agit conformément aux instructions données par l'entreprise, ses mandataires ou ses préposés, en vue de l'exécution de la convention de stage dans les conditions et aux lieux convenus ;

2° fréquente assidûment les cours en centre de formation, en lien avec la convention de stage, ainsi que toute activité assimilée par l'Institut à un cours, sauf en cas de dispenses ;

3° suit et complète rigoureusement les documents pédagogiques qui lui sont remis ;

4° participe aux évaluations et aux examens en cours et en fin de formation ;

5° s'abstient, tant au cours de la convention qu'après son terme, de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que le secret de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance au cours de sa formation ;

6° s'abstient de tout ce qui pourrait nuire soit à sa propre sécurité soit à celle des autres travailleurs de l'entreprise, du chef d'entreprise ou de tiers et, en particulier, se soumet aux mesures de sécurité et d'hygiène prévues dans la profession ;

7° restitue en bon état à l'entreprise les outils et équipements de travail, matières premières non utilisées et les vêtements de travail qui lui ont été confiés ;

8° fait parvenir au Référent IFAPME un rapport de suivi de la formation en entreprise, conformément aux modalités fixées par l'Institut ;

9° respecte la procédure prévue à l'article 12 lors de toute difficulté née à l'occasion de la convention.

Art. 18. En cas de dommages causés par le stagiaire à l'entreprise ou à des tiers, dans l'exécution de sa convention de stage, le stagiaire répond uniquement de sa faute intentionnelle et de sa faute lourde. Il répond de sa faute légère uniquement si celle-ci présente dans son chef un caractère habituel plutôt qu'accidentel.

En cas de dommages prévus à l'alinéa 1^{er}, les parties doivent informer immédiatement le Référent IFAPME.

L'entreprise peut imputer sur l'allocation de stage les dommages et les intérêts qui lui sont dus en vertu du présent article et qui ont été, après les faits, convenus avec le stagiaire, après en avoir informé le Référent IFAPME, ou fixés par le juge.

Le total des retenues ne peut pas dépasser le cinquième de l'allocation mensuelle de stage, déduction faite des retenues éventuelles effectuées en vertu de la législation fiscale ainsi que de la législation relative à la sécurité sociale.

Art. 19. Le stagiaire n'est pas tenu responsable des détériorations ou de l'usure dues à l'usage normal de la chose ni de la perte par cas fortuit.

Section 4. — Obligations de l'Institut

Art. 20. L'Institut :

1° accueille, informe, conseille et accompagne toute personne qui désire devenir stagiaire avec le souci de lui proposer la solution de formation la plus appropriée en établissant un plan de formation individualisé qui valorise ses acquis et son projet professionnel et qui respecte les profils de formation ;

2° évalue, en tant que prérequis à la conclusion de la convention de stage, les compétences de toute personne qui désire devenir stagiaire en termes de savoirs, savoir-faire et savoir-être ;

3° soutient, via le Référent IFAPME ou toute autre personne mandatée par l'Institut, toute personne qui désire devenir stagiaire dans sa recherche d'entreprises formatrices adaptées à son profil et avec lesquelles elle pourrait conclure une convention de stage ;

4° assure le suivi administratif et pédagogique de la formation sous convention de stage, en veillant au suivi des stagiaires en entreprise par le Référent IFAPME, et délivre, lorsque la convention de stage prend fin, l'attestation relative à la formation sous convention de stage ;

5° accompagne le stagiaire dans son parcours de formation au sein de l'entreprise, ce qui implique que l'Institut :

a) est l'intermédiaire indispensable à la conclusion de la convention de stage et veille à ce que celle-ci soit conduite à terme ;

b) veille au respect de la convention de stage et au plan de formation qui y est annexé ;

c) veille à l'évaluation objective, par l'entreprise, des compétences acquises en entreprise par le stagiaire et en assurer le suivi ;

d) veille à ce que le stagiaire et l'entreprise répondent aux obligations visées dans le présent arrêté ;

e) veille à assurer une collaboration efficace entre le stagiaire, l'entreprise, le tuteur et est, au travers du Référent IFAPME, le conciliateur en cas de difficultés rencontrées dans le cadre de la formation en alternance, par l'entreprise ou par le stagiaire ;

f) communique au stagiaire les informations utiles concernant les droits sociaux, spécialement quant aux conditions d'accès aux allocations familiales et à la dispense pour reprise d'études, et accompagne le stagiaire, au besoin, dans les démarches à accomplir ;

g) informe le stagiaire sur les conditions de certification et leurs effets de droit ainsi que sur les possibilités de formations complémentaires, de poursuite de la formation ou d'insertion professionnelle sur le marché de l'emploi, en collaboration avec le service public de l'emploi compétent ;

6° organise l'offre de formation telle que prévue par les programmes de formation ou les référentiels de formation auxquels fait référence la convention de stage ;

7° octroie, dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, à l'entreprise qui accueille pour la première fois un stagiaire sous convention de stage, un incitant financier de 750 euros, destiné à couvrir tout ou partie des frais liés à l'accueil du stagiaire et les démarches administratives et sociales liées à la conclusion d'une première convention de stage ainsi qu'à soutenir l'ouverture de nouvelles places de stage en alternance sous convention de stage, pour autant que la convention de stage est active depuis au moins trente jours au moment de la décision de l'octroi ; cet incitant est versé selon les modalités définies par l'Institut ;

8° octroie, dans les limites des crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Institut, à l'entreprise qui accueille un stagiaire sous convention de stage, et pour chacun des stagiaires accueillis, un incitant financier de 750 euros, destiné à couvrir tout ou partie des frais liés à la formation, à l'encadrement et à l'évaluation du stagiaire durant sa première année de formation, qu'il s'agisse d'une première année préparatoire ou d'une première année de formation dans la filière de formation de chef d'entreprise, pour autant que l'entreprise assure la formation du stagiaire pendant un minimum de deux cent septante jours durant l'année de formation ; cet incitant est versé selon les modalités définies par l'Institut ;

9° transmet, en vue d'une concertation, au centre, selon les modalités définies par l'Institut, une copie des rapports de suivi de la formation en entreprise que lui ont adressés l'entreprise et le stagiaire.

CHAPITRE 3. — Suspension de l'exécution de la convention de stage

Art. 21. § 1^{er}. La convention est suspendue dans les conditions et selon les formes prévues par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et en vertu des dispositions fédérales applicables en matière d'alternance pour ce qui concerne les aspects liés à la sécurité sociale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la prise en charge, par l'entreprise, de l'allocation de stage du stagiaire, en cas de suspension de la convention de stage, se limite aux sept premiers jours calendrier d'absence. En cas de chômage temporaire autre que résultant d'un accident technique, l'entreprise est dispensée de payer une quelconque allocation.

§ 2. En cas de non-respect par l'une des parties des obligations visées au titre 2, chapitre 2, sections 2 et 3, la convention de stage est suspendue pour une durée fixée par les parties, en concertation avec le Référent IFAPME, afin de permettre au contrevenant de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Cette période est rétribuée lorsque la suspension résulte d'un manquement dans le chef de l'entreprise.

§ 3. En cas de constat de non-respect par l'une des parties des obligations visées au titre 2, chapitre 2, sections 2 et 3, l'Institut peut suspendre l'exécution de la convention de stage pour une durée qu'il détermine, après avoir entendu les parties qui en font la demande.

Art. 22. Tout cas de suspension d'une convention de stage est communiqué immédiatement à l'autre partie à la convention et au Référént IFAPME.

CHAPITRE 4. — *Fin de la convention de stage*

Art. 23. La convention de stage prend fin :

1° au terme de la durée fixée dans la convention de stage ;

2° par la volonté de l'une des parties, notifiée par écrit à l'autre partie, et ce :

a) moyennant, si le stagiaire est en période d'essai, un préavis de sept jours ;

b) moyennant, si le stagiaire n'est plus en période d'essai, un préavis de quatorze jours ;

c) immédiatement lorsqu'il existe dans le chef de l'autre partie un motif grave prévu à l'article 25 justifiant la rupture.

Les parties peuvent toutefois convenir de mettre fin à la convention de stage sans préavis de commun accord ;

3° d'un commun accord entre l'entreprise et le stagiaire en cas de mésentente constituant une entrave sérieuse à la bonne exécution de la convention de stage et moyennant information préalable du Référént IFAPME ;

4° en cas de décès d'une des parties signataires à la convention de stage ou du tuteur lorsqu'il n'est pas possible d'en désigner un autre ;

5° par cas fortuit ou de force majeure lorsque celui-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution de la convention de stage ;

6° lorsque l'Institut retire l'agrément de l'entreprise conformément à l'article 47 ;

7° en cas de cessation d'activités, de faillite, de fusion, de scission, de cession, d'absorption de l'entreprise ou de changement de statut de l'entreprise, à moins que la convention de stage soit reprise aux mêmes conditions par l'entreprise reprenneuse si celle-ci est également agréée, moyennant l'accord du stagiaire ;

8° lorsqu'une suspension de l'exécution de la convention de stage se prolonge plus de six mois et que l'une des parties souhaite que la convention de stage ne se poursuive pas.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, a) et b), le préavis prend effet soit:

1° le lendemain de sa notification en cas d'envoi recommandé avec accusé de réception ;

2° le troisième jour ouvrable qui suit sa notification, en cas d'envoi recommandé sans accusé de réception.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, a) et b), la partie qui veut mettre fin à la convention de stage sans préavis doit payer à l'autre partie une indemnité de rupture pour une durée équivalente à la durée du préavis non presté.

Art. 24. Chaque partie à la convention peut invoquer l'existence d'un motif justifiant la fin de la convention de stage.

Elle en informe le Référént IFAPME ainsi que l'autre partie à la convention.

Le Référént IFAPME organise préalablement un moment de concertation avec les parties voire une phase de conciliation entre les parties lorsque celle-ci s'avère opportune.

Art. 25. § 1^{er}. Chacune des parties peut invoquer l'existence d'un motif grave justifiant la rupture de la convention de stage conformément à l'article 23, alinéa 1^{er}, 2°, c).

Elle doit en informer immédiatement le Référént IFAPME, qui prend acte de la rupture.

§ 2. La convention de stage est rompue au plus tard le troisième jour ouvrable qui suit le jour de la connaissance certaine des faits invoqués.

§ 3. Dans le cadre d'une rupture pour motif grave, la partie invoquant celle-ci doit notifier le motif grave au plus tard le troisième jour ouvrable qui suit le jour de la rupture du contrat.

Cette notification se fait soit par lettre recommandée ou par écrit de la main à la main. Dans ce dernier cas, la signature de celui qui reçoit la notification vaut pour accusé de réception et non comme reconnaissance du motif grave. Une copie de la notification est transmise au Référént IFAPME.

Art. 26. L'Institut peut exclure le stagiaire du bénéfice de la conclusion de conventions de stage ultérieures dans l'un des cas suivants :

1° le non-respect par le stagiaire d'une des obligations visées à l'article 17 ;

2° en cas de rupture pour motif grave dans le chef du stagiaire.

Le Référént IFAPME l'invite à faire connaître par écrit ses observations éventuelles. Il le rencontre pour l'entendre et transmet un rapport à l'Institut.

Les conditions et les modalités de l'exclusion sont fixées par l'Institut.

Art. 27. Lorsque l'intérêt du stagiaire le justifie, l'Institut peut suspendre l'exécution de la convention de stage pour une période déterminée selon les conditions et les modalités qu'il a fixées.

TITRE 3. — *Plan de formation*

Art. 28. L'Institut élabore un plan de formation, par l'intermédiaire du Référént IFAPME, en concertation avec l'entreprise, ou les entreprises, et le stagiaire qui souhaite suivre une formation dans la filière de formation de chef d'entreprise.

Le plan de formation est établi en fonction de la formation antérieure du stagiaire, de son projet professionnel, de ses aptitudes et de son âge.

Le plan de formation identifie le parcours individuel de formation du stagiaire et lui permet de bénéficier, s'il échet, des dispenses de cours ou d'années et décalages prévus par ou en vertu des programmes de formation et référentiels de formation.

Il comprend au moins, :

- 1° la liste des compétences initiales du stagiaire ;
- 2° le relevé des titres, certificats et diplômes acquis ;
- 3° les compétences à acquérir par le stagiaire dans le cadre de sa formation.

Art. 29. Le plan de formation fixe la durée de la convention et précise les cours à suivre en tenant compte des dispenses et décalages éventuels selon les modalités fixées par l'Institut.

Le plan de formation est évolutif.

Le plan de formation relatif à une convention de stage dont la durée est réduite ou prolongée est approuvé par l'Institut.

TITRE 4. — Convention de stage de pratique professionnelle

Art. 30. Le stage de pratique professionnelle n'est pas rémunéré et est organisé dans les formations où l'apprenant fait la preuve d'une pratique en entreprise conformément aux programmes de formation et aux référentiels de formation élaborés par l'Institut. Il peut être organisé à l'étranger. Une convention de stage de pratique professionnelle est conclue en tenant compte de la durée établie dans le plan de formation.

Art. 31. § 1^{er}. Les apprenants pouvant conclure une convention de stage de pratique professionnelle sont soit :

- 1° les personnes qui sont liées par un contrat de travail ;
- 2° les personnes qui exercent une activité d'indépendant dans un autre domaine d'activité que la formation suivie selon les conditions et les modalités fixées par l'Institut ;
- 3° les personnes bénéficiaires de revenus de remplacement qui restent disponibles sur le marché du travail et qui n'ont pas l'autorisation préalable de l'organisme débiteur du revenu de remplacement de conclure une convention de stage ;
- 4° les personnes qui n'ont pas trouvé, dans les trois mois qui suivent le début de la formation en centre de formation, une entreprise qui accepte de conclure une convention de stage, telle que visée au titre 2.

Les personnes visées aux 1° à 3° de l'alinéa 1^{er} peuvent accéder au stage de pratique professionnelle dès le début des cours.

§ 2. Le stagiaire en stage de pratique professionnelle :

1° prend contact, par écrit, avant le début d'exécution de la convention de stage de pratique professionnelle, avec le Référent IFAPME en vue de la signature de la convention de stage ;

2° exécute les tâches et agit conformément aux instructions données par l'entreprise, ses mandataires ou ses préposés, en vue de l'exécution de la convention de stage de pratique professionnelle dans les conditions et aux lieux convenus ;

3° fréquente assidûment les cours en centre de formation, en lien avec la convention de stage de pratique professionnelle, ainsi que toute activité assimilée par l'Institut à un cours, sauf en cas de dispenses ;

4° participe aux évaluations et aux examens en cours et en fin de formation ;

5° s'abstient, tant au cours de la convention qu'après sa cessation, de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que le secret de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance au cours de sa formation ;

6° s'abstient de tout ce qui pourrait nuire soit à sa propre sécurité soit à celle des autres travailleurs de l'entreprise, du chef d'entreprise ou de tiers et, en particulier, se soumet aux mesures de sécurité et d'hygiène prévues dans la profession ;

7° restitue en bon état à l'entreprise les outils et équipements, matières premières non utilisées et les vêtements de travail qui lui ont été confiés ;

8° fournit le rapport de suivi visé à l'article 37.

Art. 32. § 1^{er}. Pour conclure une convention de stage de pratique professionnelle, l'entreprise est agréée conformément aux modalités d'agrément prévues au titre 5.

§ 2. L'entreprise :

1° prend contact, par écrit, avant le début d'exécution de la convention de stage de pratique professionnelle, avec le Référent IFAPME en vue de la signature de la convention de stage ;

2° veille à ce que la pratique en entreprise déterminée par le plan de formation ou la partie du plan de formation qui lui incombe soit donnée au stagiaire en vue de le préparer aux évaluations et aux examens, à tout le moins en mettant à sa disposition l'aide, les conseils, l'outillage, les matières premières nécessaires à cet apprentissage ;

3° consacre l'attention et les soins nécessaires à l'intégration du stagiaire dans l'entreprise et lui remet le règlement de travail lors de la signature de la convention de stage ;

4° informe le Référent IFAPME du nom et de la qualité du tuteur qui assurera le suivi du stagiaire tout au long de son stage de pratique professionnelle ;

5° veille à l'accompagnement du stagiaire en entreprise en toute circonstance ;

6° n'astreint pas le stagiaire à des tâches :

- a) étrangères à la pratique professionnelle à acquérir, prévue dans le plan de formation;
- b) dépourvues de tout caractère formatif ;
- c) présentant des dangers pour sa santé ou sa sécurité ;
- d) interdites en vertu des dispositions légales ou réglementaires relatives au travail ;

7° tient le Référent IFAPME informé du déroulement du stage de pratique professionnelle ;

8° autorise le Référent IFAPME, éventuellement accompagné de toute autre personne désignée par l'Institut, à effectuer des visites et à vérifier, sur les lieux d'exécution de la convention de stage de pratique professionnelle, si elle respecte les obligations auxquelles elle a souscrit ;

9° veille à l'application de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, du Code sur le bien-être au travail, du Règlement général de protection du travail et de leurs arrêtés d'exécution ainsi que des conventions collectives de travail applicables à l'entreprise ou respecte les obligations prescrites à cet égard par la législation de son unité d'établissement pour ce qui concerne :

a) en respectant les prescriptions y figurant, lorsque les tâches confiées au stagiaire comportent ou peuvent comporter des risques concernant sa sécurité et sa santé ;

b) en prévoyant les mesures de prévention nécessaires et adéquates, en ce qui concerne l'organisation, les équipements mis à la disposition du stagiaire ainsi que les vêtements et les équipements de protection individuels et collectifs imposés ;

c) en prenant les précautions nécessaires pour protéger le stagiaire des dangers éventuels liés à sa formation et, pour cela, en l'informant des dangers et des mesures de sécurité à respecter et en lui délivrant, s'il existe, un descriptif de ces dangers et de ces mesures ;

10° veille au respect de la protection des données à caractère personnel et confidentielles ;

11° fournit le rapport de suivi visé à l'article 37.

Art. 33. L'apprenant peut conclure plus d'une convention de stage de pratique professionnelle par année de formation. Le nombre total d'heures de ces conventions ne dépasse pas le nombre maximal d'heures requis par le programme ou le référentiel de la formation suivie.

Art. 34. Sauf dérogation accordée par l'Institut, l'entreprise ne conclut pas, par année de formation, plus de deux conventions de stage de pratique professionnelle, simultanément ou successivement, pour une même unité d'établissement.

Art. 35. § 1^{er}. L'Institut remet un accord préalable sur le stage de pratique professionnelle, après avoir vérifié que les conditions visées aux articles 31 à 34 sont réunies.

§ 2. L'Institut :

1° accueille, informe, conseille et accompagne toute personne qui désire conclure ou conclut une convention de stage de pratique professionnelle avec le souci de proposer la solution de formation la plus appropriée en établissant un plan de formation individualisé qui respecte les programmes et les référentiels de formation ;

2° soutient, via le Référent IFAPME ou toute autre personne mandatée par l'Institut, toute personne qui désire devenir stagiaire, dans sa recherche d'entreprises formatrices adaptées à son profil et avec lesquelles elle pourrait conclure une convention de stage de pratique professionnelle ;

3° assure le suivi administratif et pédagogique de la formation sous convention de stage de pratique professionnelle ;

4° informe le centre de formation du nombre d'heures de pratique professionnelle réalisées ;

5° transmet au centre, selon les modalités définies par l'Institut et en vue d'une concertation, le rapport de suivi visé à l'article 37 ;

6° conclut un contrat d'assurance en responsabilité civile auprès d'une société d'assurance agréée, la police d'assurance couvrant les dommages causés par le stagiaire à des tiers.

Art. 36. La convention de stage de pratique professionnelle est conforme à la convention type élaborée par l'Institut et contient le plan de formation. Elle est conclue par écrit et est signée, selon les conditions et les modalités fixées par l'Institut, par les parties contractantes, au plus tard au moment où le stagiaire commence son stage de pratique professionnelle dans l'entreprise.

Chacune des parties en reçoit un exemplaire et une copie est conservée par l'Institut.

Art. 37. § 1^{er}. Les parties se doivent respect et égard mutuels. Pendant l'exécution de la convention de stage de pratique professionnelle, les parties assurent et observent le respect des convenances et des bonnes mœurs.

§ 2. Dans les quinze jours de la fin du stage de pratique professionnelle, l'apprenant et l'entreprise fournissent au Référent IFAPME un rapport de suivi, sur la base du modèle et aux conditions établies par l'Institut. L'entreprise transmet à l'apprenant et au Référent IFAPME l'attestation d'occupation mentionnant le nombre d'heures de pratique professionnelle réalisées.

Art. 38. À défaut d'une convention de stage de pratique professionnelle signée par les parties, le stage de pratique professionnelle n'est pas pris en compte pour l'admission à l'examen de fin de formation ou pour la validation des évaluations d'unités d'acquis d'apprentissage.

Art. 39. Sauf dérogation accordée par l'Institut, le stage de pratique professionnelle est terminé et le rapport de suivi est transmis à l'Institut, au minimum quinze jours avant la présentation des évaluations et des examens de fin d'année de formation.

TITRE 5. — L'agrément des entreprises

Art. 40. Sur proposition du Référent IFAPME, l'Institut agréé l'entreprise pour former des stagiaires préalablement à la conclusion d'une convention de stage ou d'une convention de stage de pratique professionnelle en vue de dispenser une formation pratique relevant de la filière de formation de chef d'entreprise.

Art. 41. L'entreprise est agréée pour une ou plusieurs professions déterminées.

Toutefois, eu égard aux possibilités de formation propres à certaines professions, l'agrément peut porter sur certains points du programme de formation ou du référentiel de formation uniquement.

Art. 42. L'entreprise qui n'est pas encore agréée introduit une demande d'agrément auprès de l'Institut, via le Référent IFAPME, préalablement à la conclusion de toute première convention de stage ou convention de stage de pratique professionnelle.

Dans les trois mois suivant la demande d'agrément, le Référent IFAPME effectue une visite de l'entreprise ou, en cas de plusieurs unités d'établissement, des lieux de formation afin de vérifier si l'entreprise satisfait aux conditions d'agrément reprises à l'article 43.

Un agrément provisoire peut être accordé par l'Institut à l'entreprise si le rapport de la visite visée à l'article 43, § 2, ne peut pas être dressé dans le mois de la demande d'agrément, pour autant que l'entreprise déclare sur l'honneur répondre aux conditions visées à l'article 43, § 1^{er}. L'agrément provisoire vaut jusqu'au jour de la notification de la décision de l'Institut.

Art. 43. § 1^{er}. Pour pouvoir être agréée en tant qu'entreprise formatrice, l'entreprise satisfait aux conditions suivantes :

- 1° exercer effectivement le métier pour lequel elle sollicite un agrément ;
- 2° être répertoriée à la Banque Carrefour des Entreprises ou au registre correspondant de son état d'établissement ;
- 3° respecter ses obligations sociales et fiscales ;
- 4° ne pas avoir fait l'objet d'un retrait ou d'un refus d'agrément au cours de l'année précédant la demande ;
- 5° désigner un tuteur pour la formation concernée, chargé du suivi et de l'accompagnement pédagogique du stagiaire pendant la durée de la formation en entreprise ;
- 6° offrir toutes les garanties en matière d'organisation et d'équipement pour permettre la formation du stagiaire conformément au programme de formation ou au référentiel de formation et dans le respect du plan de formation établi par le Référent IFAPME ;
- 7° *respecter et satisfaire aux obligations qui lui incombent* en vertu :
 - a) pour une convention de stage, des articles 14 et 15 ;
 - b) pour une convention de stage de pratique professionnelle, du titre 4.

L'entreprise agréée par l'IFAPME ou le FOREM, pour un métier, sur la base du décret du Gouvernement wallon du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, est reconnue comme étant agréée et est dispensée de la procédure visée au § 1^{er} pour ce métier.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'Institut peut prévoir des conditions d'agrément particulières pour les entreprises qui accueillent exclusivement des conventions de stage de pratique professionnelle.

§ 2. La visite prévue à l'article 42 est assortie d'un rapport de visite établi par le Référent IFAPME. Ce rapport permet de vérifier que l'entreprise satisfait aux conditions d'agrément reprises au paragraphe 1^{er} et comporte un avis sur la capacité formative de l'entreprise.

Art. 44. § 1^{er}. Sur la base du rapport de visite, l'Institut agréé ou non l'entreprise pour le métier ou la partie de métier faisant l'objet de la demande d'agrément. La décision est notifiée à l'entreprise par courrier. L'Institut attribue un numéro d'agrément à l'entreprise qu'elle agréé.

En cas de refus d'agrément, la décision est notifiée à l'entreprise par envoi recommandé et prend effet de plein droit le troisième jour ouvrable suivant la notification.

§ 2. L'Institut fixe, sur avis du Référent IFAPME, le nombre de stagiaires qui peuvent être formés simultanément, eu égard à la capacité formative de l'entreprise.

Cette capacité formative peut être revue par l'Institut sur demande motivée de l'entreprise, adressée au Référent IFAPME.

Art. 45. § 1^{er}. Le tuteur, visé à l'article 43, § 1, 5°, est soit :

- 1° le chef d'entreprise ou, lorsque l'entreprise est une personne morale, la personne physique chargée de la gestion effective de l'entreprise et mandatée pour la représenter ;
- 2° un membre du personnel désigné par la personne mentionnée au a) et agissant sous son autorité.

Le tuteur veille :

- 1° au bon déroulement de la formation du stagiaire selon son plan de formation ;
- 2° à ce que le stagiaire acquière les compétences professionnelles nécessaires à l'exercice du métier auquel il se destine.

§ 2. Le tuteur doit remplir les conditions suivantes :

1° soit, disposer d'une expérience professionnelle d'au moins cinq années, prouvée par toute voie de droit, dans la profession apprise en tout ou en partie dans le cadre du métier visé et pour lequel l'entreprise a demandé l'agrément ; lorsque le tuteur a obtenu un titre de la filière de formation de chef d'entreprise dans la profession apprise en tout ou en majeure partie dans le cadre du métier visé par le plan de formation, il doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans, prouvée par toute voie de droit ;

2° soit, être détenteur d'un diplôme ou d'un certificat pédagogique ou d'une attestation de formation au tutorat, délivré par un établissement d'enseignement ou de formation institué ou agréé par la Communauté ou la Région compétente, prouvant qu'il possède les connaissances pédagogiques nécessaires pour suivre le parcours du stagiaire, en tant que tuteur ;

3° soit, être détenteur d'un titre de compétence de tuteur en entreprise, en application de l'accord de coopération du 21 mars 2019 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences ;

4° justifier d'une conduite irréprochable, en fournissant une déclaration sur l'honneur.

Des conditions supplémentaires, en ce compris les modalités de financement, peuvent être convenues entre les secteurs d'activité, l'Institut et l'autorité de tutelle sur la base d'une convention de collaboration.

Lorsque l'entreprise a accueilli, dans les 5 ans précédant l'entrée en vigueur du présent arrêté, un apprenant en formation sur la base d'un contrat d'alternance, tel que visé par l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 relatif à la formation en alternance conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et de la Commission communautaire française, ou sur la base d'un contrat de formation alternée, tel que visé par le décret du Gouvernement wallon du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, le tuteur qui a assuré le suivi de cet apprenant pendant toute la durée de la formation en alternance ou de la formation alternée est automatiquement reconnu comme remplissant les conditions du tuteur au sens du présent décret.

L'agrément des entreprises est subordonné à des conditions complémentaires relatives à toute autre condition ou agrément requis par toute disposition légale et réglementaire liée au métier concerné par la formation.

§ 3. L'Institut peut, sur avis motivé du Référént IFAPME, déroger aux conditions prévues au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o.

Art. 46. Lorsque la convention de stage ou la convention de stage de pratique professionnelle exige la manipulation de matériel à risque indispensable à la formation professionnelle ou lorsque cette formation s'effectue en dehors de l'entreprise, le tuteur ne peut pas superviser la formation de plus de deux stagiaires simultanément.

Art. 47. § 1^{er}. L'Institut peut suspendre ou retirer l'agrément de l'entreprise pour un métier si une des conditions d'agrément n'est plus remplie ou si l'entreprise n'est pas en mesure de remplir ses obligations telles que définies aux articles 14 et 15 pour une convention de stage et aux articles 32, § 2, et 37 pour une convention de stage de pratique professionnelle.

§ 2. L'agrément de l'entreprise est retiré :

1^o en cas de force majeure lorsque celle-ci rend définitivement impossible l'exécution des obligations liées à la formation du stagiaire ;

2^o en cas de décès du tuteur si celui-ci ne peut pas être remplacé par un tuteur répondant aux conditions de l'article 45 ;

3^o lorsque l'entreprise se trouve en situation de cessation d'activités, de faillite, de fusion, de scission, de cession, d'absorption de l'entreprise ou de changement de statut d'entreprise ;

4^o en cas de manquement grave de la part de l'entreprise ;

5^o lorsque l'entreprise a transmis de faux renseignements.

Le défaut de réussite de tous les stagiaires de l'entreprise concernée à l'issue des épreuves de la formation professionnelle durant les cinq dernières années effectives de formation peut constituer un motif de retrait d'agrément.

§ 3. L'Institut informe l'entreprise par courrier de la décision de suspension ou de retrait d'agrément en sa qualité d'entreprise formatrice. Il informe concomitamment tout stagiaire concerné par les implications de cette décision.

§ 4. Avant de rendre sa décision de suspension d'agrément ou de retrait d'agrément, l'Institut entend l'entreprise concernée qui lui en fait la demande.

En cas de suspension d'agrément, la décision précise la durée et les motifs de cette suspension afin de permettre à l'entreprise de régulariser sa situation ou de se conformer à ses obligations.

L'Institut peut prononcer une durée de retrait de maximum cinq ans.

Une demande de levée de retrait d'agrément peut être introduite selon les conditions et les modalités fixées par l'Institut.

§ 5. Le retrait d'agrément pour une formation ou pour un métier déterminé entraîne la rupture de toutes les conventions de stage et de toutes les conventions de stage de pratique professionnelle relatives à la formation ou au métier visé.

Art. 48. L'entreprise peut introduire, endéans les dix jours ouvrables, par envoi recommandé, un recours auprès de l'Administrateur général de l'Institut contre toute décision prise en application du présent arrêté.

TITRE 6. — *Stage découverte métiers*

Art. 49. Le stage découverte métiers est un stage d'observation en entreprise et est non rémunéré.

Art. 50. Ce stage s'adresse à toute personne dès quinze ans, sans limite d'âge, que celle-ci soit inscrite ou non aux cours dans le Réseau IFAPME et quel que soit son lieu de domicile.

Les parties sont tenues de requérir l'accord de l'Institut avant le début du stage.

Art. 51. Le stage découverte métiers peut être effectué toute l'année.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les jeunes toujours soumis à l'obligation scolaire, les périodes de stage ne peuvent pas interférer avec les périodes de cours.

Art. 52. La durée du stage découverte métiers ne peut pas dépasser cinq jours ouvrables.

Art. 53. Le nombre de stages découverte métiers est limité à trois par personne.

Ces stages peuvent être effectués dans un même métier avec des entreprises différentes ou au sein d'une même entreprise dans des métiers différents.

Art. 54. Le stage s'effectue dans une entreprise qui a une unité d'établissement sur le territoire de la région de langue française, selon les modalités fixées par l'Institut.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le stage peut s'effectuer sur un autre territoire du pays pour autant qu'une convention de collaboration ait été préalablement conclue avec l'opérateur de formation compétent sur le territoire visé.

Art. 55. Sous réserve de validation par l'Institut, l'entreprise accueillante exerce une activité faisant l'objet d'un programme ou d'un référentiel de formation organisé par l'Institut.

L'entreprise accueillante n'est pas dans l'obligation de solliciter un agrément. Toutefois, elle ne peut pas avoir fait l'objet d'un retrait ou refus d'agrément en application du titre 5.

Art. 56. L'entreprise accueillante peut accueillir maximum deux personnes en même temps.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'Institut peut revoir le seuil maximum sur demande motivée de l'entreprise.

Art. 57. § 1^{er}. L'Institut contracte une assurance accident de droit commun et responsabilité civile pour la personne qui suit un stage découverte métier et ce, pour toute la durée du stage.

§ 2. L'assurance couvre la personne concernée pour les stages effectués sur les territoires visés à l'article 54 et pendant la durée du stage, hors trajets aller et retour, et sur le lieu du stage.

En cas de déplacement sur le chantier ou dans un lieu autre que le lieu présumé du stage, le stagiaire est accompagné par un membre du personnel de l'entreprise.

TITRE 7. — Stages d'observation obligatoire

Art. 58. Pour les formations déterminées par l'Institut et selon les modalités qu'il fixe, la personne qui souhaite s'inscrire à une formation ou l'apprenant inscrit à une formation qui prévoit un stage d'observation obligatoire, peut suivre ce stage d'observation en entreprise pour une durée fixée dans le programme ou le référentiel de formation, préalablement à l'inscription à la formation ou au passage des évaluations et des examens en cours ou en fin de formation.

Une convention conforme à la convention-type élaborée par l'Institut est conclue préalablement au début d'exécution du stage.

Ce stage est non rémunéré.

Le stagiaire est couvert par une assurance souscrite par l'Institut, pour autant que l'Institut ait préalablement marqué son accord sur ce stage.

TITRE 8. — Recours

Art. 59. Les parties peuvent introduire, endéans les dix jours ouvrables, par envoi recommandé, un recours auprès de l'Administrateur général de l'Institut contre toute décision prise en application du présent arrêté.

TITRE 9. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 60. L'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 61. L'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 62. L'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 63. À titre transitoire, les conventions de stage conclues avant l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent de sortir leurs effets jusqu'à leur terme, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 64. L'entreprise ayant fait l'objet d'un agrément sur la base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est réputée agréée au sens du présent arrêté.

Art. 65. À titre transitoire, le plan de formation rattaché à une convention de stage conclue avant l'entrée en vigueur du présent arrêté reste d'application.

Art. 66. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2023.

Art. 67. Le Ministre de l'IFAPME est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/45388]

1 JUNI 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de stageovereenkomst, de stageovereenkomst professionele praktijkervaring, de erkenning van ondernemingen, de stage voor het vertrouwd maken met ambachten en de verplichte observatiestage in de alternerende opleiding en in de opleiding van zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gesloten door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest en het decreet houdende instemming daarmee van 4 mei 1995, artikel 8, § 2;

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises", artikel 5, § 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende het plan voor afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 november 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 november 2022;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "IFAPME", gegeven op 22 november 2022;

Gelet op het rapport van 10 november 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 73.104/2 van de Raad van State, gegeven op 12 april 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr. 1516 van de “Conseil économique et social de Wallonie” (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 19 december 2022;

Overwegende dat het wettelijk kader moet worden geactualiseerd om te zorgen voor een optimale samenhang tussen het professionele doel van de georganiseerde opleidingen en de referentiekaders voor opleidingen die zijn goedgekeurd op basis van de op de arbeidsmarkt verwachte vaardigheidseisen, met het oog op de oprichting of hervatting van een activiteit of bedrijf en de verschillende vormen van stages die bij het “IFAPME” worden uitgevoerd;

Op de voordracht van de Minister van het “IFAPME”;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL 1. — Algemeenheden

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° stageovereenkomst: de overeenkomst bedoeld in titel 2, die elke stagiair van de opleidingsfilière bedrijfsleider kan sluiten;

2° opleidingsfilière bedrijfsleider : de opleidingsfilière zoals gedefinieerd in artikel 6 van de samenwerkingsovereenkomst, gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, betreffende de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middel grote ondernemingen, waaronder in het bijzonder de opleiding voor bedrijfsleiders, de coördinatie- en managementopleiding en de opleiding voor gekwalificeerde beroepsbeoefenaars;

3° opleiding tot bedrijfsleider: de opleidingsfilière bedoeld in artikel 8 van het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een “Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises” (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

4° coördinatie- en begeleidingsopleiding: de opleiding bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een “Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises” (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

5° opleiding van gekwalificeerde beroepsbeoefenaars: de opleiding die een leerling in staat stelt om in een opleidingscentrum of in een onderneming de grondige vaardigheden en bekwaamheden te verwerven die nodig zijn om het beroep uit te oefenen;

6° opleidingscentrum : de vereniging bedoeld in artikel 2, 12°, van het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een “Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises” (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

7° onderneming: elke privaatrechtelijke of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon, gevestigd in België of in een lidstaat van de Europese Unie, die een stagiair aanwerft in het kader van een stageovereenkomst zoals bedoeld in punt 2, of een stagiair in het kader van een stage professionele praktijkervaring zoals bedoeld in punt 4;

8° Instituut: het Instituut opgericht krachtens het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een “Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises” (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

9° stagiair: degene die een stageovereenkomst als bedoeld in titel 2 sluit en op wie de bepalingen van de titels 2, 3 en 5 van toepassing zijn of degene die een stageovereenkomst professionele praktijkervaring als bedoeld in titel 4 sluit en op wie de bepalingen van de titels 3, 4 en 5 van toepassing zijn;

10° IFAPME-Referent: de IFAPME-werknemer die verantwoordelijk is voor het onthaal, de informatie, de begeleiding en de supervisie van de leerling tijdens zijn opleiding. De IFAPME-Referent staat garant voor de kwaliteit van de alternerende opleiding en fungeert als link en tussenpersoon tussen het opleidingscentrum, de onderneming en de leerling. De IFAPME-Referent helpt ervoor te zorgen dat de leerlingen het beoogde niveau van beroepskwalificatie en certificering bereiken om hun socio-professionele integratie of de implementatie van hun ondernemersproject te bevorderen. Hij is ook verantwoordelijk voor het informeren, begeleiden en ondersteunen van de partnerondernemingen van de opleiding en in het bijzonder van de begeleiders;

11° opleidingsplan: het door het Instituut opgestelde document waarin het opleidingstraject van de stagiair wordt beschreven, evenals de vaardigheden die hij moet verwerven in het kader van de opleiding in een onderneming en de opleiding die in het opleidingscentrum wordt georganiseerd, rekening houdend met het loopbaanplan van de stagiair;

12° opleidingscapaciteit van de onderneming: het aantal stageplaatsen van een onderneming, bepaald door het aantal werknemers, het aantal mentoren, de infrastructuur en alle andere relevante criteria, bepaald door het Instituut, die kunnen garanderen dat de opleiding kan worden verstrekt in overeenstemming met de voorwaarden die ervoor zijn vastgesteld;

13° mentor: de persoon die binnen de onderneming verantwoordelijk is voor de opleiding en begeleiding van een stagiair en die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 45 van dit besluit;

14° externe mobiliteit: elke opleidingsactiviteit of beroepspraktijk die wordt ondernomen in het kader van een Europees of internationaal uitwisselingsprogramma en die door de stagiair wordt uitgevoerd bij een partneropleiding-operator of in een onderneming die leeropleidingen verstrekt, gelegen buiten het Belgische grondgebied;

15° GGMMI: het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen, bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen;

16° voorbereidend jaar: een opleidingsjaar dat bedoeld is om de leerling de nodige vakkennis bij te brengen om later de cursussen van de opleiding tot bedrijfsleider te kunnen volgen;

17° zware fout: elke zware fout die het voor de stagiair en de onderneming onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt om de stageovereenkomst verder uit te voeren;

18° stage professionele praktijkervaring: de stage georganiseerd door het Instituut, overeenkomstig de bepalingen van titel 4, voor leerlingen ingeschreven in een opleiding tot bedrijfsleider, die hen toelaat een stage te volgen in een professionele omgeving met het oog op het verwerven van de vereiste praktijkervaring opgenomen in het opleidingsprogramma of referentiekader voor opleidingen;

19° leerling: de natuurlijke persoon die is ingeschreven voor een opleiding tot bedrijfsleider;

20° stage vertrouwd maken met ambachten: de stage die, overeenkomstig de bepalingen van titel 6, tot doel heeft iedereen van vijftien jaar en ouder in staat te stellen een of meerdere ambachten te ontdekken om zijn beroepskeuze of zijn keuze voor een alternerende opleiding te bevestigen en een leeronderneming te vinden;

21° werkdagen: alle dagen behalve zaterdagen, zondagen en feestdagen.

TITEL 2. — Stageovereenkomst

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Art. 3. De stageovereenkomst kan worden gesloten voor alle beroepen waarvoor een opleiding tot bedrijfsleider wordt georganiseerd door een opleidingscentrum. De opleiding in een onderneming kan in het buitenland worden georganiseerd volgens de door het Instituut vastgestelde voorwaarden.

In afwijking van lid 1 kan een stageovereenkomst, wanneer de cursussen niet door een opleidingscentrum worden georganiseerd, met voorafgaande toestemming van het Instituut worden gesloten, mits er een opleidingsprogramma of een referentiekader voor opleidingen bestaat. In dit geval worden alle beroepsvaardigheden in de onderneming verworven. De voorwaarden en procedures voor de toepassing van dit lid worden door het Instituut vastgesteld.

Art. 4. Met het oog op de opleidingsmogelijkheden die specifiek zijn voor bepaalde beroepen of projecten die door het Instituut zijn vastgesteld, kan de stagiair, overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten die door het Instituut zijn vastgesteld, aanvullende opleiding met betrekking tot specifieke punten van het opleidingsprogramma of het opleidingsreferentiekader krijgen, hetzij in een andere vestigingseenheid van de onderneming, hetzij in een andere onderneming, hetzij in de opleidingscentra in de vorm van aanvullende cursussen beroepspraktijkvorming.

In afwijking van het eerste lid kan de aanvullende opleiding, wanneer geen enkel opleidingscentrum kan voldoen aan de door het Instituut bepaalde voorwaarden en organisatorische modaliteiten, worden verstrekt in een andere opleidingsinstelling dan die bedoeld in artikel 2, 6°, of in een onderwijsinstelling, op voorwaarde dat vooraf een samenwerkingsovereenkomst of een overeenkomst van openbare samenwerking is opgesteld of gevalideerd door het Instituut.

Art. 5. De onderneming wordt erkend als opleidingsonderneming voor het beroep of de delen van het beroep waarop de opleidingsovereenkomst betrekking heeft, in overeenstemming met de erkenningsmodaliteiten van titel 5.

Als de onderneming een rechtspersoon is, wordt de stageovereenkomst namens de onderneming gesloten door de natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor het daadwerkelijke beheer van de onderneming of die gemachtigd is om de onderneming te binden.

Art. 6. De stagiair voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° voldoen aan de voorwaarden voor toegang tot een opleiding die valt onder de opleidingsfilière bedrijfsleider, overeenkomstig elke wettelijke of reglementaire bepaling of, bij ontstentenis daarvan, overeenkomstig artikel 44 van het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

2° ingeschreven zijn in cursussen die gegeven worden in het kader van een opleiding die valt onder de opleidingsfilière bedrijfsleider, in het kader van het beroep waarop de overeenkomst betrekking heeft;

3° niet uitgesloten zijn geweest van het voordeel van het sluiten van een stageovereenkomst, overeenkomstig artikel 26, binnen een periode van vijf jaar voorafgaand aan de geplande datum van het sluiten van de overeenkomst.

Art. 7. De stageovereenkomst stemt overeen met de standaardovereenkomst opgesteld door het Instituut.

Zij kan het hele jaar door worden gesloten, overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden.

Voor de aanvang van de uitvoering van de opleiding in de onderneming ondertekenen de partijen een stageovereenkomst.

Wanneer vóór het begin van de opleiding in de onderneming geen stageovereenkomst is ondertekend, ondertekenen de part[00c4][00b3]en het hiertoe bestemde standaardformulier en zenden dit aan het Instituut, onder de door dit laatste vastgestelde voorwaarden.

Art. 8. Als hij zich niet inschrijft bij het opleidingscentrum tijdens de proefinschrijvingsperiode, kan de persoon die zich wil inschrijven voor de opleiding tot bedrijfsleider, ten vroegste zes maanden voor de inschrijvingsperiode voor het volgende opleidingsjaar een opleidingsovereenkomst sluiten en zich voor dat opleidingsjaar inschrijven zodra de inschrijving opent.

Art. 9. § 1. De duur van de stageovereenkomst is gelijk aan de duur van het door het Instituut opgestelde opleidingsplan. Als de stageovereenkomst wordt beëindigd, is de duur van een volgende overeenkomst gelijk aan het geheel of een deel van het resterende deel van het opleidingsplan dat overeenkomt met de nog te verwerven vaardigheden.

In afwijking van lid 1 kan in bepaalde situaties de duur van de overeenkomst op voorstel van de IFAPME-Referent, bij aanhangsel worden vastgesteld op een andere datum dan de aanvankelijk vastgestelde, overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

§ 2. De duur van de stageovereenkomst kan worden verlengd overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten:

1° bij het niet slagen voor de beoordelingen tijdens en op het einde van de opleiding;

2° in geval van opschorting van de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 10. De stageovereenkomst omvat een proefperiode van één maand effectief werken.

Art. 11. Het dossier en de uitvoering van de stageovereenkomst worden gecontroleerd door het Instituut.

Met het oog op de in lid 1 bedoelde controle stelt de IFAPME-Referent een dossier op dat bij de stageovereenkomst wordt gevoegd en waarmee kan worden nagegaan of :

1° de stageovereenkomst overeenstemt met de in artikel 7 bedoelde standaardovereenkomst;

- 2° de onderneming erkend is voor het beroep waarop de stageovereenkomst betrekking heeft;
- 3° de stagiair voldoet aan de in artikel 6 bedoelde voorwaarden;
- 4° de duur van de stageovereenkomst overeenstemt met deze vermeld in het opleidingsplan of met de duur bepaald overeenkomstig artikel 9 ;
- 5° de stagiair is ingeschreven op de lijst van werknemers meegedeeld aan de geneeskundige dienst van de onderneming of interbedrijven.
- 6° de onderneming beschikt over de opleidingscapaciteit om de stagiair te ontvangen.

Art. 12. De contracterende partijen zullen moeilijkheden die zich voordoen tijdens de uitvoering van de stageovereenkomst onmiddellijk voorleggen aan de IFAPME-Referent.

De IFAPME-Referent zal optreden als bemiddelaar in geval van onenigheid tussen de partijen. Indien geen akkoord wordt bereikt of indien de partijen of één van hen weigert gevolg te geven aan de bemiddeling, zendt de IFAPME-referent aan het Instituut een verslag, eventueel vergezeld van het proces-verbaal van de hoorzitting van de partijen, waarin melding wordt gemaakt van de ondervonden moeilijkheden of eventuele tekortkomingen van één of beide partijen. Op basis van het ingediende verslag kan het Instituut beslissen om één of meerdere van de maatregelen te nemen bedoeld in de artikelen 26, 27 en 47 en zal het opleidingscentrum hiervan op de hoogte brengen.

Art. 13. Vordering die voortvloeit uit de stageovereenkomst verjaren een jaar na beëindiging van de overeenkomst of vijf jaar na de gebeurtenis die aanleiding gaf tot de vordering, maar de laatste termijn mag niet langer zijn dan een jaar na beëindiging van de stageovereenkomst.

HOOFDSTUK 2. — *Verplichtingen van de onderneming, de stagiair en het Instituut*

Artikel 1 - Verplichtingen van de partijen

Art. 14. De partijen zijn elkaar wederzijds respect en achting verschuldigd. Tijdens de uitvoering van de stageovereenkomst dragen zij zorg voor de naleving van de goede zeden.

Afdeling 2. — Verplichtingen van de onderneming

Art. 15. De onderneming:

1° neemt vóór de aanvang van de stageovereenkomst schriftelijk contact op met de IFAPME-Referent met het oog op de ondertekening van de stageovereenkomst;

2° legt een Dimona-aangifte af bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor elke onderneming gevestigd in België, of leeft de verplichtingen na die ter zake zijn opgelegd door de wetgeving van haar land van vestiging voor elke onderneming gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie, wanneer de onderneming aan deze verplichting is onderworpen;

3° ziet erop toe dat de opleiding bepaald door het opleidingsplan of het gedeelte van het opleidingsplan waarvoor zij verantwoordelijk is, aan de stagiair gegeven wordt met het oog op de voorbereiding op de beoordelingen en examens alsook op de uitoefening van het beroep waarvoor hij bestemd is, door hem ten minste de nodige bijstand, advies, werktuigen en grondstoffen voor deze leertijd ter beschikking te stellen;

4° besteedt de nodige aandacht en zorg aan de integratie van de stagiair in zijn professionele omgeving en bezorgt hem het arbeidsreglement bij de ondertekening van de stageovereenkomst;

5° brengt de IFAPME-Referent op de hoogte van de naam en hoedanigheid van de mentor die voor de opvolging van de jongere zal zorgen tijdens zijn traject van alternerende opleiding;

6° woont op eigen initiatief of op voorstel van de IFAPME-Referent mentoraatsessies bij volgens de voorwaarden bepaald in artikel 45, § 2 van dit besluit;

7° wijst een persoon aan om de stagiair te begeleiden bij afwezigheid van de mentor voor een periode korter dan een maand, onverminderd de door de onderneming te treffen regeling voor de vervanging van de mentor in geval van langdurige afwezigheid of verandering van mentor;

8° zorgt ervoor dat de stagiair op de werkplaats steeds wordt begeleid;

9° *verplicht de stagiair niet taken uit te voeren :*

a) die geen verband houden met de opleiding waarvoor de stagiair zich bij het IFAPME heeft ingeschreven en met het opleidingsplan;

b) die geen opleidingskarakter hebben;

c) die een gevaar vormen voor de gezondheid of veiligheid van de stagiair;

d) die verboden zijn uit hoofde van wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot werk;

10° houdt de IFAPME-Referent op de hoogte van de voortgang van de opleiding in de onderneming, tijdens elk bezoek van deze laatste aan de onderneming;

11° laat de IFAPME-Referent en elke andere persoon aangeduid door het Instituut toe om controlebezoeken uit te voeren en om ter plaatse waar de stageovereenkomst wordt uitgevoerd na te gaan of de onderneming de verplichtingen naleeft die het heeft onderschreven;

12° bezorgt de IFAPME-Referent één keer per jaar een opvolgingsrapport over de opleiding in de onderneming, volgens de modaliteiten en voorwaarden vastgelegd door het Instituut, en blijft regelmatig in contact met de IFAPME-Referent;

13° *zorgt er in samenwerking met de IFAPME-Referent voor dat de stagiair :*

a) ijverig de cursussen in een opleidingscentrum bijwoont, alsook elke activiteit die door het Instituut gelijkgesteld wordt met een cursus in een opleidingscentrum, wat voor de onderneming de verplichting inhoudt om de stagiair vrij te stellen van het werk in de onderneming tijdens deze cursussen en gedurende de hele dag indien de cursussen langer duren dan een halve dag;

b) deelneemt aan beoordelingen en examens, wat inhoudt dat de onderneming de stagiair moet vrijstellen uiterlijk om 16 uur op de dag voor en op de dagen van de beoordelingen en examens;

14° stelt de stagiair in staat om contact op te nemen met de IFAPME-Referent en om de vergadering bij te wonen die de Referent organiseert tijdens de stage-uren in de onderneming;

15° ziet toe op de toepassing van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, alsmede de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten die toepasselijk zijn op de onderneming of leeft de verplichtingen na die terzake worden opgelegd door de wetgeving van zijn vestigingseenheid;

a) door te voldoen aan de eisen die daarin worden gesteld, wanneer de aan de stagiair toevertrouwde taken risico's voor zijn gezondheid en veiligheid meebrengen;

b) door te voorzien in de nodige en passende preventieve maatregelen met betrekking tot de organisatie, de ter beschikking van de stagiair gestelde uitrusting en de vereiste individuele en collectieve beschermende kleding en uitrusting;

c) door de nodige voorzorgsmaatregelen te treffen om de stagiair te beschermen tegen alle gevaren die aan zijn opleiding zijn verbonden en hem daartoe te informeren over de gevaren en de in acht te nemen veiligheidsmaatregelen en hem, indien beschikbaar, een beschrijving van deze gevaren en maatregelen te verstrekken;

d) door de stagiair, zodra de stageovereenkomst begint te lopen, in te schrijven op de lijst van werknemers die aan de geneeskundige dienst van de onderneming of interbedrijven worden gestuurd;

e) door erop toe te zien dat de stagiair de vereiste gezondheidsevaluaties ondergaat;

16° zal de zorg van een verstandig en redelijk persoon in acht nemen bij het veilig bewaren van de door de stagiair in bewaring gegeven persoonlijke bezittingen, waarop de onderneming geen retentierecht heeft;

17° leeft de in het arbeidsreglement voorziene arbeidsduur na zonder de maximumgrens te overschrijden bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het bevoegde paritaire comité of, bij ontstentenis van een dergelijke overeenkomst, de maximumgrens bepaald door de arbeidswetgeving van de staat waar de stagiair is gevestigd, in elk geval met inbegrip van de tijd die de stagiair besteedt aan het volgen van lessen;

18° stelt de stagiair gemiddeld over het hele jaar minstens zeventwintig uur per week in de onderneming tewerk, met inbegrip van de uren die de stagiair aan het volgen van opleidingen besteedt, onverminderd de federale wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie;

19° kent, bovenop de wettelijke vakantiedagen, onbetaald verlof toe aan de stagiair of vult de wettelijke vakantiedagen aan met onbetaald verlof op te nemen als wettelijke vakantiedagen wanneer de stagiair geen recht heeft op vakantiedagen of recht heeft op een aantal dagen dat lager is dan het wettelijk maximum, zodat de stagiair over voor elk opleidingsjaar in totaal twintig tot vierentwintig verlofdagen heeft, die voor de berekening van de wekelijkse opleidingsuren overeenkomen met dagen opleiding in de onderneming, naargelang de uitvoering van de overeenkomst over vijf of zes dagen per week in de onderneming plaatsvindt;

20° betaalt de stagiair de maandelijks minimum stage-uitkering bedoeld in artikel 16;

21° draagt in de reiskosten van de stagiair in overeenstemming met de wettelijke en reglementaire bepalingen ter zake bij;

22° sluit een verzekering af tegen ongevallen die de stagiair kunnen overkomen tijdens en ten gevolge van de uitvoering van de stageovereenkomst:

a) tijdens de opleidingsuren zowel in een onderneming als in het opleidingscentrum, gedurende dewelke de stagiair de in de opleidingsovereenkomst voorziene cursussen volgt en deelneemt aan beoordelingen en examens ;

b) tijdens de normale verplaatsingen van zijn woning naar de onderneming of een andere plaats waar de activiteiten van de onderneming plaatsvinden of naar het opleidingscentrum en omgekeerd, alsook van de onderneming of de plaats waar de activiteiten van de onderneming plaatsvinden naar het opleidingscentrum en omgekeerd;

23° sluit een verzekeringsovereenkomst burgerlijke aansprakelijkheid af bij een erkende verzekeringsmaatschappij waarbij de verzekeringspolis de door de stagiair aan derden toegebrachte schade dekt;

24° draagt bij tot de praktische beoordelingen, overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten vastgelegd door het Instituut ;

25° brengt de IFAPME-Referent onmiddellijk op de hoogte van elke ongerechtvaardigde afwezigheid of arbeidsongeval van de stagiair;

26° leeft de procedure bedoeld in artikel 12 na indien zich moeilijkheden voordoen bij de uitvoering van de stageovereenkomst;

27° aanvaardt het principe van externe mobiliteit;

28° voldoet aan de sociale en administratieve verplichtingen die verbonden zijn aan de uitvoering van de stageovereenkomst;

29° garandeert de bescherming van persoonlijke en vertrouwelijke gegevens.

In 7° voldoet de vervangende mentor aan het profiel en de voorwaarden vereist voor een effectieve mentor, zoals uiteengezet in punt 5.

Art. 16. § 1. Overeenkomstig de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers of de daarmee overeenstemmende wetgeving van de vestigingseenheid van de onderneming, wordt de aan de stagiair verschuldigde uitkering beschouwd als een bezoldiging.

De stage-uitkering is zowel verschuldigd voor de diensten die de stagiair in de onderneming verleent als voor de cursussen die hij volgt en de beoordelingen en examens die hij aflegt in overeenstemming met de stageovereenkomst.

Het bedrag van de uitkering wordt berekend op basis van het gegarandeerde gemiddelde minimum maandinkomen en volgt de indexeringsplan, rekening houdend met de vaardigheden die de stagiair heeft verworven en die in het opleidingsplan zijn vastgelegd.

De maandelijks uitkering omvat de voordelen in natura die de onderneming toekent volgens de regels voor sociale zekerheid voor werknemers.

§ 2. De minimale maandelijks uitkering bedoeld in artikel 15, 20°, bedraagt:

1° voor de gekwalificeerde stagiair :

a) eerste jaar: een bedrag dat overeenkomt met 46,46% van het GGMMI ;

b) tweede en volgende jaren: een bedrag dat overeenstemt met 54,91% van het GGMMI ;

2° voor de niet-gekwalificeerde stagiair :

- a) eerste jaar : 32% van het GGMMI ;
- b) tweede jaar: een bedrag dat overeenkomt met 46,46% van het GGMMI ;
- c) derde jaar: een bedrag dat overeenkomt met 54,91% van het GGMMI.

Voor de toepassing van 1° wordt onder "gekwalificeerde stagiair" verstaan een stagiair die voor het beroep waarop de stageovereenkomst betrekking heeft, houder is van :

- a) een leertijdsgetuigschrift,
- b) een kwalificatiecertificaat van het vierde technisch jaar of het zesde jaar beroepsonderwijs ,
- c) een kwalificatie die als gelijkwaardig is erkend in overeenstemming met enige wet- of regelgeving.

Voor de toepassing van 2° wordt onder "niet-gekwalificeerde stagiair" verstaan de stagiair die is ingeschreven in het voorbereidend jaar of in het eerste jaar van de opleiding tot bedrijfsleider en die niet beschikt over één van de kwalificaties vermeld in het vorige lid.

Voor opleidingen waarvan het opleidingsplan één jaar duurt, wordt de toegepaste schaal bepaald aan de hand van de betrokken opleiding en overeenkomstig de in lid 1 bedoelde schalen.

Als de bevoegde paritaire commissie hogere uitkeringen heeft vastgesteld, moet de onderneming deze bedragen aan de stagiair betalen.

§ 3. Voor opleidingen die beginnen in de tweede helft van het kalenderjaar begint de progressie van de minimale maandelijkse toelage ofwel op 1 augustus voorafgaand aan de start van het volgende jaar ofwel, in geval van een tweede sessie, op 1 oktober voorafgaand aan de start van het volgende jaar.

Voor opleidingen die beginnen in de eerste helft van het kalenderjaar wordt het verloop van de minimale maandelijkse uitkering bepaald volgens de door het Instituut vastgestelde voorwaarden.

Als de overeenkomst wordt verlengd, wordt de voortgang van de stage-uitkering uitgesteld, in overeenstemming met de voorwaarden en modaliteiten die door het Instituut zijn vastgesteld.

§ 4. Het geïndexeerde bedrag van de minimale maandelijkse uitkering bedoeld in § 2, 2°, a), mag niet hoger zijn dan het bedrag waarboven de stagiair geen recht meer heeft op kinderbijslag.

§ 5. Het Instituut stelt de partijen schriftelijk in kennis van elke verhoging of indexering van het bedrag van de in de paragrafen 2, 3 en 4 bedoelde maandelijkse uitkering.

Sectie 3 - Verplichtingen van de stagiair

Art. 17. De stagiair :

1° voert de taken uit en handelt in overeenstemming met de instructies van de onderneming, zijn vertegenwoordigers of lasthebbers, met het oog op de uitvoering van de stageovereenkomst onder de voorwaarden en op de overeengekomen plaatsen;

2° volgt regelmatig lessen in het opleidingscentrum, in overeenstemming met de stageovereenkomst, evenals elke activiteit die door het instituut als een les wordt beschouwd, tenzij vrijstelling wordt verleend;

3° volgt en vervolledigt nauwgezet de verstrekte pedagogische documenten;

4° neemt deel aan evaluaties en examens tijdens en op het einde van de opleiding;

5° onthoudt zich tijdens en na afloop van de overeenkomst van de onthulling van fabricage- of bedrijfsgeheimen of geheimen van persoonlijke of vertrouwelijke aard, waarvan hij tijdens zijn opleiding kennis heeft gekregen;

6° onthoudt zich van alles wat schadelijk kan zijn voor zijn eigen veiligheid of die van andere werknemers in de onderneming, de bedrijfsleider of derden en houdt zich in het bijzonder aan de gezondheids- en veiligheidsmaatregelen die in het beroep zijn vastgelegd;

7° geeft de hem toevertrouwde werkinstrumenten, ongebruikte grondstoffen en werkkledij in goede staat aan de onderneming terug;

8° stuurt de IFAPME-Referent een opvolgingsrapport van de bedrijfsopleiding, overeenkomstig de modaliteiten die zijn vastgelegd door het Instituut;

9° leeft de procedure bedoeld in artikel 12 na indien zich moeilijkheden voordoen bij de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 18. In het geval van schade veroorzaakt door de stagiair aan de onderneming of aan derden bij de uitvoering van de stageovereenkomst, is de stagiair alleen aansprakelijk voor opzettelijke of grove nalatigheid. Stagiairs zijn alleen aansprakelijk voor lichte nalatigheid als deze een gewoonte is en niet toevallig van aard.

In geval van schade zoals bedoeld in lid 1, moeten de partijen onmiddellijk de IFAPME-Referent op de hoogte brengen.

De onderneming kan van de stageuitkering de schadevergoedingen en intresten aftrekken die hem verschuldigd zijn krachtens dit artikel en die, na het voorval, overeengekomen werden met de stagiair, na de IFAPME-Referent op de hoogte te hebben gebracht, of vastgesteld werden door de rechtbank.

De totale inhoudingen mogen niet meer bedragen dan een vijfde van de maandelijkse stage-uitkering, na aftrek van eventuele inhoudingen op grond van de belasting- en socialezekerheidswetgeving.

Art. 19. De stagiair is niet aansprakelijk voor beschadiging of slijtage door normaal gebruik van het artikel of voor verlies door onvoorziene omstandigheden.

Afdeling 4. — Verplichtingen van het Instituut

Art. 20. Het Instituut :

1° verwelkomt, informeert, adviseert en begeleidt elke persoon die stagiair wenst te worden, met de bedoeling hem de meest geschikte opleidingsoplossing aan te bieden door een geïndividualiseerd opleidingsplan op te stellen dat rekening houdt met zijn eerdere leeropleiding en zijn loopbaanplannen, en dat de opleidingsprofielen respecteert ;

2° beoordeelt, als voorwaarde voor het sluiten van de stageovereenkomst, de competenties op het vlak van kennis, knowhow en interpersoonlijke vaardigheden van elke persoon die stagiair wenst te worden;

3° ondersteunt, via de IFAPME-Referent of elke andere persoon die door het Instituut wordt gemandateerd, elke persoon die een opleiding wenst te volgen in zijn zoektocht naar leerondernemingen die aan zijn profiel beantwoorden en waarmee hij een stageovereenkomst zou kunnen sluiten;

4° neemt de administratieve en pedagogische monitoring van de opleiding in het kader van een stageovereenkomst waar door ervoor te zorgen dat de stagiairs door de IFAPME-Referent worden gevolgd, en reikt bij het einde van de stageovereenkomst het getuigschrift met betrekking tot de stage in het kader van een stageovereenkomst uit;

5° ondersteunt de stagiair tijdens zijn opleiding binnen de onderneming, wat betekent dat het Instituut :

a) de essentiële tussenpersoon is voor het sluiten van de stageovereenkomst en ervoor zorgt dat deze wordt voltooid ;

b) erop toeziet dat de stageovereenkomst en het bijbehorende opleidingsplan worden nageleefd;

c) ervoor zorgt dat de onderneming de vaardigheden die de stagiair in de onderneming verwerft objectief beoordeelt en hierop toeziet;

d) erop toeziet dat de stagiair en de onderneming de in deze opdracht genoemde verplichtingen nakomen;

e) ervoor zorgt dat er een effectieve samenwerking is tussen de stagiair, de onderneming en de mentor en treedt, via de IFAPME-Referent, op als bemiddelaar in geval van moeilijkheden die de onderneming of de stagiair ondervinden in het kader van de alternerende opleiding;

f) de stagiairs nuttige informatie verstrekt over hun sociale rechten, met name wat betreft de voorwaarden voor toegang tot gezinstoelagen en vrijstelling van studiehervatting, en de stagiairs zo nodig helpt bij de te ondernemen stappen;

g) de stagiair informeert over de certificatievoorwaarden en de rechtsgevolgen ervan, alsook over de mogelijkheden voor bijkomende opleidingen, voortgezette opleiding of professionele integratie op de arbeidsmarkt, in samenwerking met de bevoegde overheidsdienst voor werkgelegenheid;

6° organiseert het opleidingsaanbod zoals voorzien in de opleidingsprogramma's of referentiekaders voor opleidingen waarnaar verwezen wordt in de stageovereenkomst;

7° kent binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten, een financiële stimulans van 750 euro toe aan een onderneming die voor het eerst een stagiair aanwerft in het kader van een stageovereenkomst, bestemd om alle of een deel van de kosten te dekken die verbonden zijn aan de indienstneming van de stagiair en aan de administratieve en sociale formaliteiten die gepaard gaan met het sluiten van een eerste stageovereenkomst, alsook om de opening van nieuwe alternerende opleidingsplaatsen in het kader van een stageovereenkomst te ondersteunen, op voorwaarde dat de stageovereenkomst ten minste dertig dagen loopt op het ogenblik van de beslissing om de stimulans toe te kennen; deze financiële stimulans wordt uitbetaald volgens de door het Instituut bepaalde modaliteiten;

8° kent, binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten, een financiële stimulans van 750 euro toe aan de onderneming dat een stagiair ontvangt in het kader van een stageovereenkomst, en voor elk van de ontvangen stagiairs; deze stimulans is bestemd om het geheel of een deel van de kosten verbonden aan de stage te dekken, de begeleiding en evaluatie van de stagiair tijdens zijn eerste opleidingsjaar, ongeacht of dit een eerste voorbereidend jaar is of een eerste opleidingsjaar in het kader van opleidingsfiliale bedrijfsleider, op voorwaarde dat de onderneming de stagiair tijdens het opleidingsjaar ten minste tweehonderdzeventig dagen opleidt; deze financiële stimulans wordt uitbetaald volgens de door het Instituut bepaalde modaliteiten;

9° bezorgt het centrum, met het oog op een overleg en volgens de door het Instituut bepaalde modaliteiten, een kopie van de verslagen over de opvolging van de opleiding in de onderneming die het van de onderneming en de stagiair heeft ontvangen.

HOOFDSTUK 3. — Opschorting van de uitvoering van de stageovereenkomst

Art. 21. § 1. De overeenkomst wordt opgeschort onder de voorwaarden en volgens de vormen bepaald door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en krachtens de federale bepalingen die van toepassing zijn op de alternerende opleidingen voor wat de aspecten inzake sociale zekerheid betreft.

In afwijking van het eerste lid wordt de betaling door de onderneming van de stage-uitkering in geval van opschorting van de stageovereenkomst beperkt tot de eerste zeven kalenderdagen afwezigheid. In geval van tijdelijke werkloosheid anders dan ten gevolge van een technisch ongeval is de onderneming vrijgesteld van het betalen van een uitkering.

§ 2. Als een van de partijen niet voldoet aan de verplichtingen van titel 2, hoofdstuk 2, afdelingen 2 en 3, wordt de stageovereenkomst opgeschort voor een periode die door de partijen, in overleg met de IFAPME-Referent, wordt vastgesteld om de overtreder in staat te stellen te voldoen aan de bepalingen van dit besluit.

Deze periode wordt bezoldigd wanneer de opschorting voortvloeit uit een tekortkoming van de onderneming.

§ 3. Indien is vastgesteld dat een van de partijen die in titel 2, hoofdstuk 2, afdelingen 2 en 3, bedoelde verplichtingen niet is nagekomen, kan het Instituut de uitvoering van de stageovereenkomst opschorten voor een periode die het vaststelt, nadat de partijen die daarom verzoeken, zijn gehoord.

Art. 22. Elke opschorting van een stageovereenkomst wordt onmiddellijk meegedeeld aan de andere partij bij de overeenkomst en aan de IFAPME-Referent.

HOOFDSTUK 4. — Beëindiging van de stageovereenkomst

Art. 23. De stageovereenkomst eindigt:

1° aan het einde van de in de stageovereenkomst vermelde periode ;

2° op wens van één van de partijen, schriftelijk meegedeeld aan de andere partij, en dit :

a) met inachtneming van een opzegtermijn van zeven dagen als de stagiair op proef is;

b) met inachtneming van een opzegtermijn van veertien dagen als de stagiair niet meer op proef is;

c) met onmiddellijke ingang indien de andere partij een gewichtige reden als bedoeld in artikel 25 heeft die de beëindiging rechtvaardigt.

De partijen kunnen echter overeenkomen om de stageovereenkomst zonder opzegtermijn in onderling overleg te beëindigen;

3° in onderling overleg tussen de onderneming en de stagiair in geval van onenigheid die een ernstige belemmering vormt voor de goede uitvoering van de stageovereenkomst en mits voorafgaande kennisgeving aan de IFAPME-Referent;

4° in geval van overlijden van een van de partijen bij de stageovereenkomst of van de mentor, wanneer het niet mogelijk is een andere mentor aan te stellen;

5° in geval van onvoorziene omstandigheden of overmacht, wanneer deze omstandigheden of overmacht de uitvoering van de stageovereenkomst definitief onmogelijk maken;

6° wanneer het Instituut overeenkomstig artikel 47 de erkenning van de onderneming intrekt;

7° in geval van stopzetting van activiteiten of van faillissement, fusie, splitsing, overdracht, overname van de onderneming of van verandering van statuut van de onderneming, tenzij de stageovereenkomst door de overnemende onderneming onder dezelfde voorwaarden overgenomen wordt, indien het ook erkend wordt en mits instemming van de stagiair;

8° wanneer de uitvoering van de stageovereenkomst gedurende meer dan zes maanden wordt opgeschort en één van de partijen wenst dat de stageovereenkomst niet wordt voortgezet.

Voor de toepassing van lid 1, 2°, a) en b), gaat de opzeggingstermijn in ofwel:

1° de dag na de kennisgeving ervan in geval van aangetekende zending met ontvangstbewijs ;

2° de derde werkdag na de kennisgeving ervan in geval van aangetekende zending zonder ontvangstbewijs.

In afwijking van lid 1, 2°, a) en b), moet de partij die de stageovereenkomst zonder opzeggingstermijn wenst te beëindigen, aan de andere partij een opzeggingsvergoeding betalen voor een periode gelijk aan de niet betekende opzeggingstermijn.

Art. 24. Elke partij bij de overeenkomst kan zich beroepen op het bestaan van een reden die de beëindiging van de stageovereenkomst rechtvaardigt.

Ze informeert de IFAPME-Referent en de andere partij bij de overeenkomst.

Vooraf organiseert de IFAPME-Referent een moment voor overleg met de partijen, of zelfs een verzoeningsfase tussen de partijen indien dit aangewezen blijkt.

Art. 25. § 1. Elke partij kan zich beroepen op het bestaan van een ernstige reden die de beëindiging van de stageovereenkomst rechtvaardigt overeenkomstig artikel 23, eerste lid, 2°, c).

Ze moet onmiddellijk de IFAPME-Referent op de hoogte brengen, die de beëindiging zal bevestigen.

§ 2. De stageovereenkomst wordt beëindigd uiterlijk op de derde werkdag volgend op de dag waarop de aangevoerde feiten bekend zijn geworden.

§ 3. In geval van beëindiging om dringende reden moet de partij die de dringende reden inroept de andere partij uiterlijk op de derde werkdag volgend op de dag waarop het contract wordt beëindigd, op de hoogte brengen van de dringende reden.

Deze kennisgeving gebeurt per aangetekende brief of schriftelijk en persoonlijk. In het laatste geval dient de handtekening van de persoon die de kennisgeving ontvangt als ontvangstbewijs en niet als erkenning van de ernstige reden. Een kopie van de kennisgeving wordt naar de IFAPME-Referent gestuurd.

Art. 26. Het Instituut kan de stagiair uitsluiten van latere stageovereenkomsten in een van de volgende gevallen:

1° het niet naleven door de stagiair van één van de verplichtingen bedoeld in artikel 17 ;

2° als de stagiair de overeenkomst beëindigt om ernstige redenen.

De IFAPME-Referent nodigt de stagiair uit om eventuele opmerkingen schriftelijk te maken. Hij zal een ontmoeting hebben met hem om zijn standpunten te horen en zal een verslag naar het Instituut sturen.

De voorwaarden en modaliteiten voor uitsluiting worden vastgesteld door het Instituut.

Art. 27. Wanneer de belangen van de stagiair zulks rechtvaardigen, kan het Instituut de uitvoering van de stageovereenkomst voor bepaalde tijd opschorten overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten die het heeft vastgesteld.

TITEL 3. — Opleidingsplan

Art. 28. Het Instituut stelt een opleidingsplan op, via de IFAPME-Referent, in samenspraak met de onderneming of de ondernemingen en de stagiair die de opleiding tot bedrijfsleider wil volgen.

Het opleidingsplan is gebaseerd op de eerdere opleiding, carrièreplannen, vaardigheden en leeftijd van de stagiair.

Het opleidingsplan identificeert het individuele opleidingstraject van de stagiair en stelt hem in staat om, indien van toepassing, te profiteren van vrijstellingen van cursussen of leerjaren en verschuivingen waarin wordt voorzien door of in het kader van de opleidingsprogramma's en opleidingsreferentiekaders.

Het omvat ten minste:

1° een lijst van de initiële vaardigheden van de stagiair ;

2° de lijst met de gehaalde titels, getuigschriften en diploma's;

3° de vaardigheden die de stagiair moet verwerven in het kader van zijn opleiding.

Art. 29. Het opleidingsplan bepaalt de duur van de overeenkomst en specificeert de te volgen cursussen, rekening houdend met eventuele vrijstellingen en verschuivingen overeenkomstig de door het Instituut vastgelegde modaliteiten.

Het opleidingsplan heeft een open einde.

Het opleidingsplan voor een stageovereenkomst waarvan de duur wordt verkort of verlengd, wordt goedgekeurd door het Instituut.

TITEL 4. — Stageovereenkomst professionele praktijkervaring

Art. 30. De stage professionele praktijkervaring is onbetaald en wordt georganiseerd in opleidingen waar de leerling heeft aangetoond praktische ervaring te hebben in een onderneming in overeenstemming met de opleidingsprogramma's en referentiekaders voor opleidingen die door het Instituut zijn opgesteld. De stage kan in het buitenland worden georganiseerd. Er wordt een stageovereenkomst getekend, waarbij rekening wordt gehouden met de duur die in het opleidingsplan is vastgelegd.

Art. 31. § 1. Leerlingen die een stageovereenkomst professionele praktijkervaring kunnen sluiten zijn ofwel :

- 1° personen die gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst ;
- 2° personen die als zelfstandige werkzaam zijn in een ander activiteitsdomein dan de gevolgde opleiding, volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald door het Instituut;
- 3° personen met een vervangingsinkomen die beschikbaar blijven op de arbeidsmarkt en die geen voorafgaande toelating hebben van de instelling die het vervangingsinkomen betaalt om een stageovereenkomst af te sluiten;
- 4° personen die niet binnen de drie maanden na het begin van hun opleiding in het opleidingscentrum een onderneming hebben gevonden die ermee instemt een stageovereenkomst als bedoeld in titel 2 af te sluiten.

De personen bedoeld in 1° tot 3° van het eerste lid hebben toegang tot de stage professionele praktijkervaring zodra de cursussen beginnen.

§ 2. De stagiair op stage professionele praktijkervaring:

- 1° neemt vóór de aanvang van de uitvoering van de stageovereenkomst professionele praktijkervaring schriftelijk contact op met de IFAPME-Referent met het oog op de ondertekening van de stageovereenkomst;
- 2° voert de taken uit en handelt in overeenstemming met de instructies van de onderneming, haar mandatarissen of lasthebbers, met het oog op de uitvoering van de stageovereenkomst professionele praktijkervaring onder de voorwaarden en op de overeengekomen plaatsen;
- 3° volgt regelmatig lessen in het opleidingscentrum, in overeenstemming met de stageovereenkomst professionele praktijkervaring, evenals elke activiteit die door het instituut als een les wordt beschouwd, tenzij vrijstelling wordt verleend;
- 4° neemt deel aan evaluaties en examens tijdens en op het einde van de opleiding;
- 5° onthoudt zich tijdens en na afloop van de overeenkomst van de onthulling van fabricage- of bedrijfsgeheimen of geheimen van persoonlijke of vertrouwelijke aard waarvan hij tijdens zijn opleiding kennis heeft gekregen;
- 6° onthoudt zich van alles wat schadelijk kan zijn voor zijn eigen veiligheid of die van andere werknemers in de onderneming, de bedrijfsleider of derden en houdt zich in het bijzonder aan de gezondheids- en veiligheidsmaatregelen die in het beroep zijn vastgelegd;
- 7° geeft de hem toevertrouwde werkinstrumenten, ongebruikte grondstoffen en werkkledij in goede staat aan de onderneming terug;
- 8° verstrekt het opvolgingsverslag bedoeld in artikel 37.

Art. 32. § 1. Om een stageovereenkomst professionele praktijkervaring te kunnen sluiten, moet de onderneming worden erkend volgens de in titel 5 bedoelde erkenningsmodaliteiten.

§ 2. De onderneming:

- 1° neemt vóór de aanvang van de uitvoering van de stageovereenkomst professionele praktijkervaring schriftelijk contact op met de IFAPME-Referent met het oog op de ondertekening van de stageovereenkomst;
- 2° ziet erop toe dat de praktijk in een onderneming bepaald door het opleidingsplan of het gedeelte van het opleidingsplan waarvoor het verantwoordelijk is, aan de stagiair gegeven wordt met het oog op de voorbereiding op de beoordelingen en examens, minstens door hem de nodige hulp, advies, hulpmiddelen en grondstoffen voor deze stage ter beschikking te stellen;
- 3° besteedt de nodige aandacht en zorg aan de integratie van de stagiair in de onderneming en bezorgt hem het arbeidsreglement bij de ondertekening van de stageovereenkomst;
- 4° brengt de IFAPME-Referent op de hoogte van de naam en hoedanigheid van de mentor die voor de opvolging van de stagiair zal zorgen tijdens zijn stage professionele praktijkervaring;
- 5° zorgt ervoor dat de stagiair te allen tijde begeleid wordt in de onderneming;
- 6° *verplicht de stagiair verplicht taken uit te voeren :*
 - a) die geen verband houden met de te verwerven beroepspraktijk, zoals uiteengezet in het opleidingsplan;
 - b) die geen opleidingskarakter hebben;
 - c) die een gevaar vormen voor de gezondheid of veiligheid van de stagiair;
 - d) die verboden zijn uit hoofde van wettelijke of reglementaire bepalingen met betrekking tot werk;
- 7° houdt de IFAPME-Referent op de hoogte van de voortgang van de stage professionele praktijkervaring;
- 8° laat de IFAPME-Referent, die zich kan laten vergezellen door elke andere door het Instituut aangeduide persoon, toe om controlebezoeken uit te voeren en om ter plaatse waar de stageovereenkomst professionele praktijkervaring wordt uitgevoerd na te gaan of de onderneming de verplichtingen naleeft die het heeft onderschreven;
- 9° *ziet toe op de toepassing van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, alsmede de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten die toepasselijk zijn op de onderneming of de verplichtingen naleeft die ter zake zijn vastgelegd in de wetgeving van haar vestigingsseenheid :*
 - a) door te voldoen aan de eisen die daarin worden gesteld, wanneer de aan de stagiair toevertrouwde taken risico's voor zijn gezondheid en veiligheid meebrengen ok kunnen meebrengen;
 - b) door te voorzien in de nodige en passende preventieve maatregelen met betrekking tot de organisatie, de ter beschikking van de stagiair gestelde uitrusting en de vereiste individuele en collectieve beschermende kleding en uitrusting;

c) door de nodige voorzorgsmaatregelen te treffen om de stagiair te beschermen tegen alle gevaren die aan zijn opleiding zijn verbonden en hem daartoe te informeren over de gevaren en de in acht te nemen veiligheidsmaatregelen en hem, indien beschikbaar, een beschrijving van deze gevaren en maatregelen te verstrekken;

10° garandeert de bescherming van persoonlijke en vertrouwelijke gegevens;

11° verstrekt het opvolgingsverslag bedoeld in artikel 37.

Art. 33. De leerling kan per opleidingsjaar meer dan één stageovereenkomst professionele praktijkervaring sluiten. Het totaal aantal uren waarop deze overeenkomsten betrekking hebben, mag niet meer bedragen dan het maximum aantal uren dat het programma of referentiekader voor de gevolgde opleiding voorschrijft.

Art. 34. Behoudens afwijking toegestaan door het Instituut mag de onderneming niet meer dan twee stageovereenkomsten professionele praktijkervaring per opleidingsjaar gelijktijdig of opeenvolgend sluiten voor dezelfde vestigingseenheid.

Art. 35. § 1. Het Instituut geeft vooraf zijn goedkeuring voor de stage professionele praktijkervaring na te hebben nagegaan of de voorwaarden bedoeld in de artikelen 31 tot 34 vervuld zijn.

§ 2. Het Instituut:

1° verwelkomt, informeert, adviseert en ondersteunt iedereen die een stageovereenkomst professionele praktijkervaring wil sluiten of sluit, om de meest geschikte opleidingsoplossing te bieden door een geïndividualiseerd opleidingsplan op te stellen dat voldoet aan de opleidingsprogramma's en referentiekaders voor opleidingen;

2° ondersteunt, via de IFAPME-Referent of elke andere persoon die door het Instituut wordt gemandateerd, elke persoon die een opleiding wenst te volgen in zijn zoektocht naar leerondernemingen die aan zijn profiel beantwoorden en waarmee hij een stageovereenkomst professionele praktijkervaring zou kunnen sluiten;

3° is verantwoordelijk voor de administratieve en pedagogische opvolging van de opleiding in het kader van de stageovereenkomst professionele praktijkervaring;

4° brengt het opleidingscentrum op de hoogte van het aantal gevolgde uren beroepspraktijk;

5° bezorgt het centrum, met het oog op een overleg en volgens de door het Instituut bepaalde modaliteiten, het in artikel 37 bedoelde opvolgingsverslag;

6° sluit een verzekeringsovereenkomst burgerlijke aansprakelijkheid af bij een erkende verzekeringsmaatschappij waarbij de verzekeringspolis de door de stagiair aan derden toegebrachte schade dekt.

Art. 36. De stageovereenkomst professionele praktijkervaring is in overeenstemming met de door het Instituut opgestelde standaardovereenkomst en bevat het opleidingsplan. Zij wordt schriftelijk gesloten en ondertekend door de overeenkomstsluitende partijen, onder de door het Instituut vastgestelde voorwaarden, uiterlijk op het tijdstip waarop de stagiair zijn stage professionele praktijkervaring aanvangt.

Elke partij ontvangt een exemplaar en een kopie wordt door het Instituut bewaard.

Art. 37. § 1. De partijen zijn elkaar wederzijds respect en achting verschuldigd. Tijdens de uitvoering van de stageovereenkomst professionele praktijkervaring dragen zij zorg voor de naleving van de goede zeden.

§ 2. Binnen vijftien dagen na het einde van de stage bezorgen de leerling en de onderneming de IFAPME-Referent een opvolgingsverslag, gebaseerd op het model en de voorwaarden die door het Instituut zijn opgesteld. De onderneming stuurt de leerling en de IFAPME-Referent het beroepscertificaat met vermelding van het aantal voltooide uren beroepspraktijkvorming.

Art. 38. Bij gebrek aan een door de partijen ondertekende overeenkomst professionele praktijkervaring wordt de stage professionele praktijkervaring niet in aanmerking genomen voor de toelating tot het eindexamen of voor de validering van beoordelingen van eenheden van leerresultaten.

Art. 39. Behoudens afwijking toegestaan door het Instituut moet de stage worden voltooid en moet het opvolgingsverslag ten minste vijftien dagen voor de eindejaarsevaluaties en -examens naar het Instituut worden gestuurd.

TITEL 5. — *Erkenning van de ondernemingen*

Art. 40. Op voorstel van de IFAPME-Referent erkent het Instituut de onderneming om stagiairs op te leiden vóór het afsluiten van een stageovereenkomst of een stageovereenkomst professionele praktijkervaring met het oog op het aanbieden van praktische opleiding die valt onder de opleidingsfilière bedrijfsleider.

Art. 41. De onderneming is erkend voor één of meerdere specifieke beroepen.

Met het oog op de opleidingsmogelijkheden die specifiek zijn voor bepaalde beroepen, kan de erkenning echter alleen betrekking hebben op bepaalde punten van het opleidingsprogramma of het referentiekader voor opleidingen.

Art. 42. De onderneming die nog niet erkend is, dient een aanvraag tot erkenning in bij het Instituut, via de IFAPME-Referent, vóór het afsluiten van een eerste stageovereenkomst of stageovereenkomst professionele praktijkervaring.

Binnen drie maanden na de erkenningsaanvraag bezoekt de IFAPME-Referent de onderneming of, indien er meerdere vestigingseenheden zijn, de opleidingslocaties om na te gaan of de onderneming voldoet aan de erkenningsvoorwaarden van artikel 43.

Een voorlopige erkenning kan door het Instituut aan de onderneming worden verleend als het verslag van het bezoek bedoeld in artikel 43, § 2, niet binnen een maand na de erkenningsaanvraag kan worden opgesteld, op voorwaarde dat de onderneming op erewoord verklaart te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 43, § 1. De voorlopige goedkeuring is geldig tot de dag van de kennisgeving van de beslissing van het Instituut.

Art. 43. § 1. Om als leeronderneming erkend te worden, moet de onderneming aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° effectief het beroep uitoefenen waarvoor ze een erkenning aanvraagt;

2° ingeschreven zijn in de Kruispuntbank van Ondernemingen of in het overeenstemmende register van zijn staat van vestiging;

3° haar socialezekerheids- en fiscale verplichtingen nakomen;

4° haar vergunning niet hebben laten intrekken of weigeren in het jaar voorafgaand aan de aanvraag;

5° voor de betrokken opleiding een mentor aanwijzen die belast wordt met de opvolging en de pedagogische begeleiding van de stagiair gedurende de opleiding in de onderneming;

6° alle garanties bieden op het vlak van organisatie en uitrusting om de opleiding van de stagiair mogelijk te maken in overeenstemming met het opleidingsprogramma of het referentiekader voor opleidingen en in overeenstemming met het opleidingsplan opgesteld door de IFAPME-Referent;

7° haar verplichtingen nakomen en naleven krachtens :

a) voor een stageovereenkomst, de artikelen 14 en 15 ;

b) voor een stageovereenkomst professionele praktijkervaring, titel 4.

De onderneming die door IFAPME of FOREM, voor een beroep, erkend is op basis van het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, wordt beschouwd als erkend en is vrijgesteld van de procedure bedoeld in § 1 voor dit beroep.

In afwijking van lid 1 kan het Instituut speciale erkenningsvoorwaarden vaststellen voor ondernemingen die uitsluitend stageovereenkomsten professionele praktijkervaring in dienst nemen.

§ 2. Het bezoek voorzien in artikel 42 gaat gepaard met een bezoekverslag opgesteld door de IFAPME-Referent. Dit verslag gaat na of de onderneming voldoet aan de erkenningsvoorwaarden van paragraaf 1 en bevat een advies over de opleidingscapaciteit van de onderneming.

Art. 44. § 1. Op basis van het bezoekverslag erkent het Instituut al dan niet de onderneming voor het beroep of het deel van het beroep waarvoor de erkenning wordt aangevraagd. De beslissing wordt per post aan de onderneming meegedeeld. Het Instituut kent een erkenningsnummer toe aan de onderneming dat het erkent.

Als de erkenning wordt geweigerd, wordt de onderneming per aangetekend schrijven op de hoogte gesteld van de beslissing, die automatisch van kracht wordt op de derde werkdag na de kennisgeving.

§ 2. Het Instituut bepaalt, op advies van de IFAPME-Referent, het aantal stagiairs dat tegelijkertijd kan worden opgeleid, rekening houdend met de opleidingscapaciteit van de onderneming.

Deze opleidingscapaciteit kan worden herzien door het Instituut op verzoek van de onderneming, met opgave van redenen, gericht aan de IFAPME-Referent.

Art. 45. § 1. De mentor bedoeld in artikel 43, § 1, 5°, is :

1° hetzij de bedrijfsleider of, als de onderneming een rechtspersoon is, de natuurlijke persoon die instaat voor het werkelijke beheer van de onderneming en gemachtigd is om het te vertegenwoordigen;

2° hetzij een personeelslid aangewezen door de persoon vermeld in a) en die onder zijn gezag handelt.

De tutor zorgt ervoor dat :

1° de opleiding van de stagiair volgens zijn opleidingsplan verloopt ;

2° de stagiair de beroepsbekwaamheden verwerft die nodig zijn voor de uitoefening van het beroep waarvoor hij is bestemd.

§ 2. De mentor moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° ofwel beschikken over een beroepservaring van ten minste vijf jaar, aangetoond met elk wettelijk middel, in het beroep dat geheel of gedeeltelijk werd aangeleerd in het kader van de ambacht waarop het opleidingsplan betrekking heeft en waarvoor de onderneming de erkenning heeft aangevraagd; wanneer de mentor een kwalificatie heeft behaald in de opleidingsfiliale bedrijfsleider in het beroep dat geheel of gedeeltelijk werd aangeleerd in het kader van de ambacht waarop het opleidingsplan betrekking heeft, moet hij beschikken over een beroepservaring van ten minste twee jaar, aangetoond met elk wettelijk middel;

2° ofwel houder zijn van een diploma of een pedagogisch getuigschrift of van een attest inzake opleiding tot mentor, afgegeven door een onderwijs- of opleidingsinstelling ingericht of erkend door de bevoegde Gemeenschap of het bevoegde Gewest, waaruit blijkt dat hij beschikt over de nodige pedagogische kennis om het traject van de stagiair als mentor te volgen;

3° ofwel houder zijn van een titel van beroepsbekwaamheid mentor in een onderneming, overeenkomstig het samenwerkingsovereenkomst van 21 maart 2019 betreffende de validering van de vaardigheden, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

4° het bewijs leveren van onberispelijk gedrag door een verklaring op eer af te leggen.

Tussen de activiteitensectoren, het Instituut en de toezichthoudende autoriteit kunnen op basis van een samenwerkingsovereenkomst aanvullende voorwaarden, waaronder financieringsregelingen, worden overeengekomen.

Wanneer de onderneming in de 5 jaar voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit een leerling in opleiding heeft aangenomen op basis van een overeenkomst inzake alternerend leren, zoals bedoeld in het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten op 24 oktober 2008, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, of op basis van een overeenkomst inzake alternerende opleiding, zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, wordt de mentor die deze leerling gedurende de gehele duur van het alternerend leren of alternerende opleiding heeft begeleid, automatisch erkend als vervuller van de voorwaarden van een mentor in de zin van dit besluit.

De erkenning van de ondernemingen is onderworpen aan aanvullende voorwaarden met betrekking tot alle andere voorwaarden of erkenningen die vereist zijn door wettelijke of regelgevende bepalingen met betrekking tot het ambacht waarop de opleiding betrekking heeft.

§ 3. Het Instituut kan, op basis van een gemotiveerd advies van de IFAPME-Referent, afwijken van de voorwaarden bepaald in paragraaf 2, eerste lid, 1° en 2°.

Art. 46. Wanneer de stageovereenkomst of de stageovereenkomst professionele beroepspraktijk vereist dat er wordt omgegaan met apparatuur met een hoog risico die essentieel is voor de beroepsopleiding of wanneer deze opleiding buiten de onderneming plaatsvindt, mag de mentor geen toezicht houden op de opleiding van meer dan twee stagiairs tegelijk.

Art. 47. § 1. Het Instituut kan de erkenning van de onderneming voor een ambacht opschorten of intrekken als niet meer wordt voldaan aan een van de voorwaarden voor erkenning of als de onderneming niet kan voldoen aan zijn verplichtingen zoals omschreven in de artikelen 14 en 15 voor een stageovereenkomst en in de artikelen 32, § 2, en 37 voor een stageovereenkomst professionele praktijkervaring.

§ 2. De erkenning van de onderneming wordt ingetrokken:

1° in geval van overmacht wanneer deze de nakoming van de opleidingsverplichtingen van de stagiair definitief onmogelijk maakt;

2° bij overlijden van de mentor, indien deze niet kan worden vervangen door een mentor die voldoet aan de voorwaarden van artikel 45 ;

3° bij stopzetting van de activiteiten, faillissement, fusie, splitsing, overdracht, opsorping of wijziging van het statuut van de onderneming;

4° in geval van een ernstige inbreuk door de onderneming;

5° wanneer de onderneming valse informatie heeft verstrekt.

Het niet slagen van alle stagiairs van de betrokken onderneming voor de examens van de beroepsopleiding tijdens de laatste vijf effectieve opleidingsjaren kan een reden zijn om de erkenning in te trekken.

§ 3. Het Instituut brengt de onderneming per brief op de hoogte van de beslissing om zijn erkenning als leeronderneming op te schorten of in te trekken. Tegelijkertijd informeert het de stagiairs voor wie deze beslissing gevolgen heeft.

§ 4. Alvorens het besluit tot opschorting of intrekking van de erkenning te nemen, hoort het Instituut de betrokken onderneming die daarom verzoekt.

In geval van opschorting van de erkenning worden de duur en de redenen van de opschorting in de beslissing vermeld teneinde de onderneming in staat te stellen haar situatie te regulariseren of aan zijn verplichtingen te voldoen

Het Instituut kan besluiten de erkenning voor maximaal vijf jaar in te trekken.

Een verzoek tot intrekking van de erkenning kan worden ingediend onder de door het Instituut vastgestelde voorwaarden.

§ 5. De intrekking van de erkenning voor een bepaalde opleiding of een bepaald ambacht heeft de beëindiging van alle stageovereenkomsten en alle stageovereenkomsten professionele praktijkervaring met betrekking tot de opleiding of het ambacht in kwestie tot gevolg.

Art. 48. De onderneming kan binnen een termijn van tien werkdagen bij aangetekend schrijven beroep aantekenen bij de administrateur-generaal van het Instituut tegen elke beslissing genomen in toepassing van dit besluit.

TITEL 6. — *Stage vertrouwd maken met ambachten*

Art. 49. De stage vertrouwd maken met ambachten is een observatiestage in een onderneming en is onbetaald.

Art. 50. Deze stage staat open voor alle personen van vijftien jaar en ouder, ongeacht hun leeftijd, ongeacht of ze al dan niet ingeschreven zijn in cursussen van het IFAPME-netwerk en ongeacht hun woonplaats.

De partijen zijn verplicht om voor aanvang van de stage toestemming te vragen aan het Instituut.

Art. 51. De stage vertrouwd maken met ambachten kan het hele jaar door gevolgd worden.

In afwijking van lid 1 mogen de stages, voor jongeren die nog leerplichtig zijn, de cursusperiodes niet doorkruisen.

Art. 52. De stage vertrouwd maken met ambachten mag niet langer dan vijf werkdagen duren.

Art. 53. Het aantal stages vertrouwd maken met de ambachten is beperkt tot drie per persoon.

Deze stages kunnen in eenzelfde ambacht bij verschillende ondernemingen of binnen dezelfde onderneming in verschillende ambachten plaatsvinden.

Art. 54. De stage wordt uitgevoerd in een onderneming die een vestiging heeft op het grondgebied van het Franse taalgebied, volgens de modaliteiten bepaald door het Instituut.

In afwijking van het eerste lid kan de stage worden uitgevoerd op een ander grondgebied van het land op voorwaarde dat vooraf een samenwerkingsakkoord werd gesloten met de bevoegde opleidingsverstrekker van het betreffende grondgebied.

Art. 55. Onder voorbehoud van validering door het Instituut oefent de onderneming die leeropleidingen verstrekt, een activiteit uit die het voorwerp uitmaakt van een door het Instituut georganiseerd opleidingsprogramma of referentiekader voor opleidingen.

De onderneming die leeropleidingen verstrekt, is niet verplicht om een erkenning aan te vragen. De erkenning mag echter niet zijn ingetrokken of geweigerd op grond van titel 5.

Art. 56. De onderneming die leeropleidingen verstrekt, mag maximaal twee personen tegelijk ontvangen.

Niettegenstaande het voorgaande lid kan het Instituut de maximumdrempel op gemotiveerd verzoek van de onderneming herzien.

Art. 57. § 1. Het Instituut sluit voor de persoon die een stage volgt, een gewone ongevallen- en wettelijke aansprakelijkheidsverzekering af voor de volledige duur van de stage.

§ 2. De verzekering dekt de betrokkene voor stages uitgevoerd op de in artikel 54 bedoelde grondgebieden en voor de duur van de stage, met uitsluiting van de verplaatsingen van en naar de stageplaats en op de stageplaats.

Als de stagiair naar de locatie of naar een andere locatie reist dan de plaats waar de stage plaatsvindt, wordt hij begeleid door een personeelslid van de onderneming.

TITEL 7. — Verplichte observatiestage

Art. 58. Voor de opleidingen bepaald door het Instituut en overeenkomstig de modaliteiten die het vaststelt, kan de persoon die zich wenst in te schrijven voor een opleiding of de leerling die is ingeschreven voor een opleiding die voorziet in een verplichte observatieperiode, deze observatieperiode volgen in een onderneming voor een duur bepaald in het opleidingsprogramma of het referentiekader voor opleidingen, voorafgaand aan de inschrijving voor de opleiding of het afleggen van de beoordelingen en examens tijdens of op het einde van de opleiding.

Voor aanvang van de stage wordt een overeenkomst conform de door het instituut opgestelde standaardovereenkomst ondertekend.

Deze stage is onbetaald.

De stagiair wordt gedekt door een verzekeringspolis die is afgesloten door het Instituut, op voorwaarde dat het Instituut vooraf toestemming heeft gegeven voor deze stage.

TITEL 8. — Beroep

Art. 59. De partijen kunnen binnen een termijn van tien werkdagen bij aangetekend schrijven beroep aantekenen bij de administrateur-generaal van het Instituut tegen elke beslissing genomen in toepassing van dit besluit.

TITEL 9. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 60. Het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 61. Het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 62. Het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende het plan voor afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 63. Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de stageovereenkomsten die gesloten zijn vóór de inwerking-treding van dit besluit van kracht tot hun einddatum, overeenkomstig de bepalingen van het decreet van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 64. De onderneming die het voorwerp uitmaakt van een erkenning op basis van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt geacht erkend te zijn in de zin van dit besluit.

Art. 65. Bij wijze van overgangsmaatregel blijft het opleidingsplan verbonden aan een stageovereenkomst gesloten voor de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing.

Art. 66. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2023.

Art. 67. De Minister van het IFAPME is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juni 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44995]

29 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 14 et 29, modifiés en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 février 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2023 ;

Vu le rapport du 23 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2° du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 23 mars 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 12 avril 2023 ;

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 12 avril 2023 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie et du Ministre du Logement ;